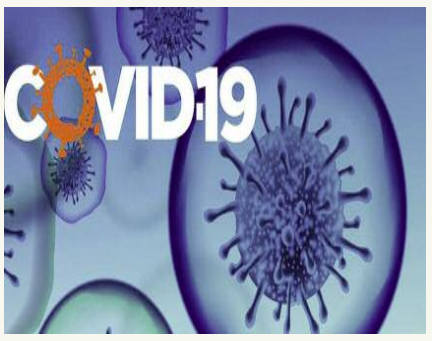
DÉCRUE DES CAS DE CORONAVIRUS EN ALGÉRIE :

792 NOUVEAUX CAS, 513 GUÉRISONS ET 9 DÉCÈS

P.16



DES SANCTIONS TOUCHENT PLUSIEURS DIRIGEANTS MALIENS

PRESSIONS FRANCO-EUROPÉENNES SUR LE MALI

P.10

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION „ Dimanche 06 FÉVRIER 2022 „ N°236 „ PRIX 20 DA „ Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

L'EDITORIAL DE L'EXPRESS

Traquez les chauffards, pas les «vitres teintées»

P.3

UN RAPPORT ANNUEL DE L'ONU MET EN CAUSE LES EMIRATIS

Le mercenariat en Libye soutenu par les Emirats arabes alimente les groupes armés au Darfour

P.10

CONSEIL DE LA NATION:

Début des élections pour le renouvellement de la moitié des membres élus

P.16

TÉLÉPHONIE MOBILE :

Mobilis en tête, suivi de Djezzy et Ooredoo

P.2

ISRAËL CONSTITUE UNE MENACE PERMANENTE POUR LE CONTINENT

L'entité sioniste à l'examen aujourd'hui au Sommet de L'UNION AFRICAINE

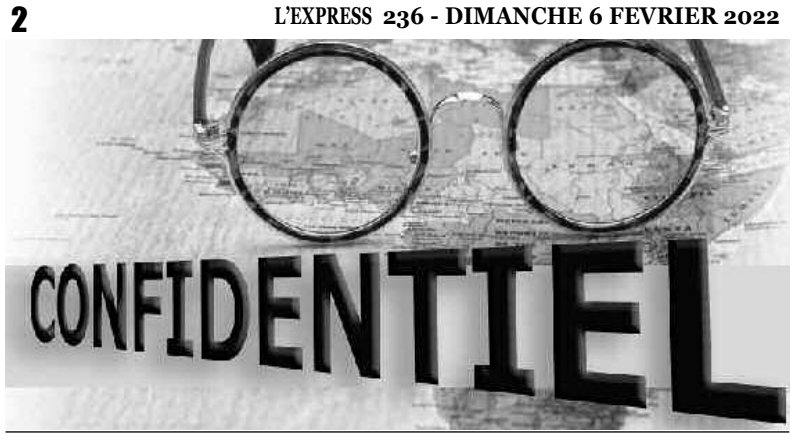
P.3

- L'Algérie et l'Afrique du Sud en première ligne
- L' «impair» commis par Moussa Faki est-il «récupérable» ?
- Le Maroc au Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA : le piège s'est-il refermé sur Rabat ?

LES RELATIONS ALGÉRO-FRANÇAISES ENTAMENT UN PROCESSUS PLUS MESURÉ

POUR ALGER, «LES RELATIONS AVEC PARIS SONT DANS UNE PHASE ASCENDANTE»

P.3



TÉLÉPHONIE MOBILE : MOBILIS EN TÊTE, SUIVI DE DJEZZY ET OOREDOO

L'opérateur de téléphonie mobile, Mobilis, demeure en tête, en termes d'abonnés aux réseaux GSM (3G et 4G) au 3ème trimestre de 2021 avec 19,97 millions d'abonnés, suivi de Djezzy (14,34 millions) et d'Ooredoo (12,47 millions), indique le dernier rapport de l'Autorité de régulation de la Poste et des communications électroniques (ARPCE). L'opérateur Mobilis enregistre ainsi une évolution de son parc d'abonnés GSM, 3G et 4G avec 19,97 millions au 31 septembre de l'année en cours, contre 19,22 millions d'abonnés durant la même période de l'année précédente, relève le rapport. Il est suivi de l'opérateur Djezzy avec 14,34 millions d'abonnés au 3ème trimestre de 2021 (14,21 millions au 2ème trimestre en cours) et Ooredoo avec 12,47 millions d'abonnés aux technologies 3G et 4G au 31 septembre 2021 (12,40 millions durant le trimestre précédent).

Le parc des abonnés actifs de la téléphonie mobile en Algérie a enregistré une hausse de 2,09% en trois mois, passant de 45,83 millions abonnés au 2ème trimestre de l'année 2021, à 46,79 millions abonnés au troisième trimestre de la même année, selon l'ARPCE.

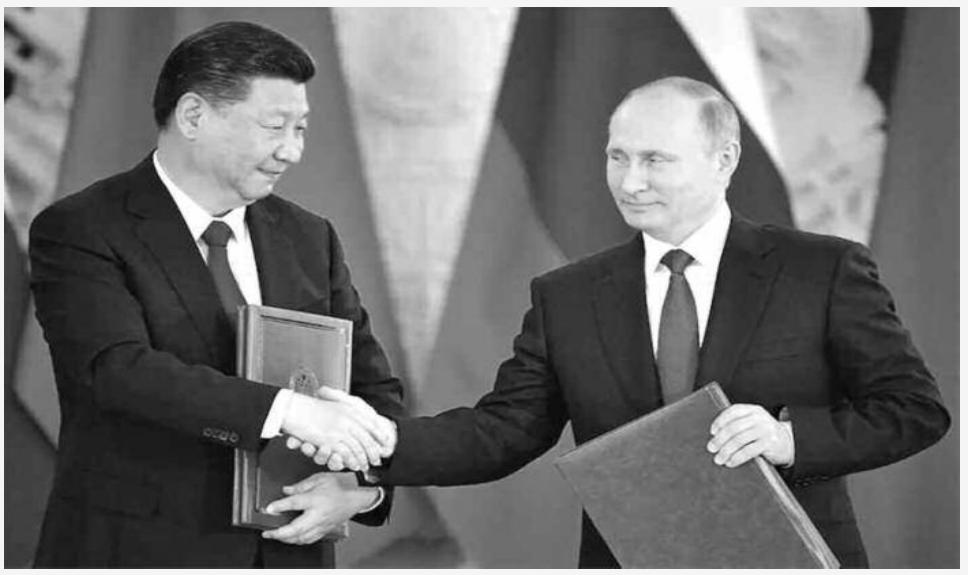
Israël : le Mossad face aux nouvelles technologies

Passeport biométrique, reconnaissance faciale, etc. Le mossad reconnait qu'il trouve de plus en plus de problèmes pour se déplacer incognito dans le monde. Fini le temps du « coup de Dubaï » et les espions en survêtements et Lozza de soleil de touristes dans les pays arabes. C'était il y a 11 ans, à Dubaï. Très précisément le 20 janvier 2010. Un responsable du Hamas, Mahmoud al-Mabhouh, est retrouvé mort dans sa chambre à l'hôtel Bustan al Rotana. On croit d'abord à une crise cardiaque. Mais l'autopsie révèle qu'il s'agit d'un assassinat. L'homme a été empoisonné. À la suite de quoi, la police de Dubaï procède à l'examen des images enregistrées par les caméras de surveillance. Un système installé par une société israélienne, bien que les deux pays n'aient pas à l'époque de relations diplomatiques. Quelques jours plus tard, au cours d'une conférence de presse, le chef de la police émirati va provoquer la stupeur. Il révèle que le Mossad a commis ce meurtre et présente les images de 26 suspects, des espions israéliens déguisés en joueurs de tennis, en hommes d'affaires, etc.

Aujourd'hui, les temps ont changé. Comme tous les services de renseignement, le Mossad, estime-t-on, a de plus en plus de difficultés à faire face aux nouvelles contraintes imposées aux déplacements internationaux.

CRISE UKRAINIENNE, OTAN, SANCTIONS, ETC.

La Chine avec la Russie «à fond»



Alors que la guerre des mots entre les États-Unis et la Russie s'intensifie au sujet de l'Ukraine, un acteur majeur de la scène internationale s'est également exprimé avec fermeté : la Chine. Moscou et Pékin ont publié une déclaration présentant un accord sur une série de questions lors de la visite du président russe Vladimir Poutine pour les Jeux olympiques d'hiver. Moscou y déclare soutenir la position de la Chine sur Taïwan et s'opposer à l'indépendance de l'île. Cet accord intervient dans un contexte de tensions autour de l'Ukraine. La Russie dément avoir l'intention de l'envahir. Pékin de son coté, estime être sur la « même longueur d'onde que Moscou ». Avis aux amateurs de guerre…

Lamamra représente le président Tebboune au 35e Sommet de l'UA

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale a l'étranger, Ramtane Lamamra, représentant le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, prendra part aux travaux du 35e sommet de l'Union africaine (UA) qui se tient sur deux jours, les 5 et 6 février, dans la capitale éthiopienne

Addis-Abeba, a indiqué un communiqué du ministère.

Placé sous le thème "Renforcer la sécurité alimentaire: accélérer le développement du capital humain, social et économique dans le continent africain", ce sommet devra aborder les dossiers relatifs a la paix, a la sécurité, a la gouvernance, a la réforme institutionnelle de l'UA, aux efforts communs du continent en vue de lutter contre les retombées de la pandémie de Coronavirus, ainsi qu'a la coopération économique. Cette session connaîtra le passage de la présidence du sommet, du président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, au président de la République du Sénégal, Macky Sall.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION AUX MÉDIAS

« Faites attention à la diffusion des fake news ! »

Bouslimani a mis en garde, hier, contre les fausses informations diffusées sur internet. Car dit-il, « leur objectif est de frapper l'Algérie dans tous les domaines » ; le ministre déplore les fausses informations faisant état que " la vaccination pourrait provoquer la "stérilité". Et aussi la "paralysie". En ce sens, il juge que de nombreuses fausses informations sur le coronavirus diffusées dans les réseaux sociaux ne sont pas fondées ou du moins sur le plan scientifique.

Le ministre a indiqué, en ce sens, que le secteur n'a pas atteint l'objectif souhaité. Il a appelé, ainsi, les journalistes à produire l'information "exacte" et objective. Et à veiller au respect total de la déontologie et de l'éthique de la profession.

LE CALVAIRE DE L'ENFANT RAYEN A ÉMU LES ALGÉRIENS

Au 6e jour, les secouristes entrent dans une étape décisive

Engagés dans une course contre la montre, les secouristes marocains ont œuvré toute la nuit de vendredi à samedi pour tenter de sauver Rayan. Les secours sont sur place, à Chefchaouen dans le Nord du pays, pour tenter d'extraire le garçon.

Ils seraient ce samedi plus qu'à 1m68 de l'enfant, selon la presse marocaine. Les travaux de forage à la main d'un tunnel horizontal de quelques de mètres avancent à pas de fourmis dans la localité d'Ighrane au nord du Maroc.

Avec un obstacle de taille : une grande roche avec laquelle les secouristes ont dû batailler. Selon les autorités locales, les secouristes sont venues à

bout du rocher dans la matinée après trois heures en utilisant du petit matériel électrique pour éviter les fissures et les éboulements (lire p. 5).

EXPULSION DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU MALI

Craintes de la diaspora malienne dans l'Hexagone

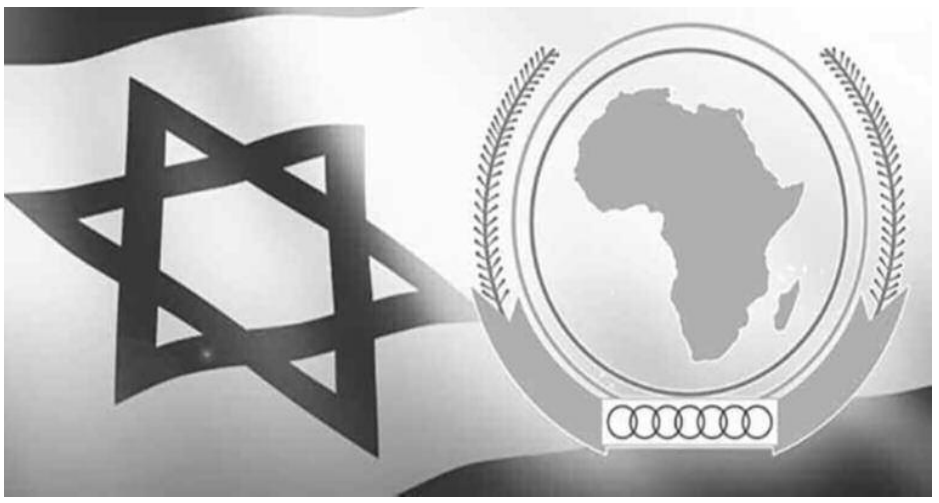
Si l'expulsion de l'ambassadeur de France au Mali a vivement fait réagir la classe politique française, elle a aussi provoqué un choc au sein de la communauté malienne de France qui vit depuis des mois au rythme de la relation houleuse entre Paris et les militaires putschistes au pouvoir à

Bamako. « Globalement, la communauté malienne est moins favorable aux autorités de transition que les Maliens vivant au pays. Dans sa grande majorité, la diaspora souhaite des relations pacifiées entre la France et le Mali », remarque Baïdy Dramé, président du Conseil supérieur de la diaspora malienne de France, une organisation qui fédère une cinquantaine d'associations. Ce qui n'empêche pas parfois de vifs débats au sein de la communauté.

ISRAËL CONSTITUE UNE MENACE PERMANENTE POUR LE CONTINENT

Le sommet de l'UA examine la décision d'octroyer le statut d'observateur à l'entité sioniste

La décision d'octroi du statut d'observateur à l'Union africaine (UA) à l'entité sioniste, vigoureusement contestée par plusieurs pays africains, sera examinée aujourd'hui, lors du sommet des Chefs d'Etat africains qui se tient à Addis-Abeba (Ethiopie).



L'Algérie et l'Afrique du Sud, deux pays connus pour leur soutien au droit inaliénable du peuple palestinien se sont opposés à la décision prise par le président de la commission de l'union africaine et ont parvenu à imposer ce point dans l'ordre du jour du 35e Conférence de l'Union qui se tient depuis hier, dans la capitale éthiopienne.

La décision prise par Moussa Faki Mahamat, en juillet 2021, d'accueillir l'entité sioniste dans l'organisation panafricaine en qualité d'observateur a soulevé colère et indignation de nombreux pays africains. Dans un entretien exceptionnel à RFI et France 24, Ramtane Lamamra, a assuré que le sommet de la Ligue arabe qui devait se tenir en mars en Algérie s'y tiendra bien, laissant entendre que la date symbolique du 1er novembre sera proposée aux dirigeants de la Ligue. Il accuse enfin le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, de « faute » pour avoir décidé, sans consultation, d'octroyer le statut d'observateur à l'UA.

Le ministre des affaires étrangères et de la communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, dans sa réaction à la décision du Président de la Commission de l'Union africaine, avait déclaré que ce dernier " n'avait pas le droit de mettre en péril l'unité de son organisation sur une question politiquement sensible sans le bénéfice de consultations préalables". Le chef de la diplomatie algérienne avait soutenu qu'il s'agissait " d'Israël dont le comportement n'est pas conforme aux buts et principes de l'Union africaine".

Il avait également déploré que " tous les pays arabes et africains membres de la Ligue arabe et de l'UA, de la Mauritanie jusqu'à l'Egypte, ont été contre l'octroi du statut d'observateur à Israël à l'exception du Royaume du Maroc qui a mené campagne en faveur de ce statut". La décision du président de la Commission de l'UA a fait réagir plusieurs pays africains, à l'instar de l'Afrique du Sud et de la Namibie, qui ont estimé que le fait d'accorder le statut d'observateur à une puissance occupante est contraire aux principes et objectifs de l'Acte constitutif de l'Union africaine. Le camp des opposants n'a pas cessé de s'élargir avec la réaction des délégations permanentes auprès de l'union africaine de sept pays, dont l'Algérie, l'Egypte, l'île Maurice, Tunisie, de Djibouti, Mauritanie et la Libye.

Les sept délégations avaient avisé la Commission de leur opposition à la décision " sensible " de son président. Tous savent que la présence de l'entité sioniste sur le continent ne peut se faire sans cet esprit hégémonique qui la secoue depuis longtemps. Prenant appui sur les financements dont il a biberonné certains Etats en situation délicate, Israël s'est insidieusement immiscé dans le tissu africain. Après avoir démembré le Machrek, sa présence inquiétante à l'UA menace de morceler de la même façon le Maghreb.

Fayçal Oukaci

RAMTANE LAMAMRA LIVRE UN ENTRETIEN EXCEPTIONNEL À RFI ET FRANCE 24

Pour Alger, « les relations avec Paris sont dans une phase ascendante »

Invité exceptionnel de RFI et France 24, le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, affirme que les relations entre l'Algérie et la France sont « dans une phase ascendante »; le chef de la diplomatie algérienne constate qu'après leur brouille d'octobre 2021, l'Algérie et la France sont "dans une phase ascendante, laborieusement ascendante". Il n'exclut pas que l'Algérie autorise à nouveau le survol de son territoire par des avions militaires français.

Au sujet de la situation au Mali, « la communauté internationale n'a aucun intérêt à rester divisée alors que les groupes terroristes savent harmoniser leurs actions ». Ramtane Lamamra espère qu'il y a "encore de l'espace pour la raison et pour que des démarches laissent la place a la communauté internationale afin qu'elle assume ses responsabilités".

Le chef de la diplomatie algérienne appelle de ses vœux les autorités françaises à mieux traiter les Algériens menacés d'expulsion, niant que son pays refuse d'accueillir ses ressortissants. Il regrette l'appel d'Emmanuel Macron a ce que les autorités algériennes reconnaissent le massacre d'Européens a Oran en juillet 1962, soulignant que c'est aux historiens de se pencher sur ces questions. Il dit espérer un geste de la France, notamment de restitution d'archives ou d'objets. Le chef de la diplomatie algérienne critique l'attitude belliqueuse du Maroc, affirmant que le royaume chérifien met en danger la région en y faisant jouer un rôle a Israël. Selon lui, l'Algérie ne commencera pas une guerre contre son voisin mais agira en légitime défense. Ramtane Lamamra regrette la reconnaissance par l'ancien président américain Donald Trump de la marocanité du Sahara, mais relativise la décision de l'administration Biden de ne pas revenir sur cette position.

I.M.Amine

LE MAROC DÉSIGNÉ AU CONSEIL DE PAIX ET DE SÉCURITÉ DE L'UNION AFRICAINE

Le piège s'est-il refermé sur Rabat ?

Désigné en tant que membre au Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'Union Africaine (UA), le Maroc va enfin se retrouver pris dans son propre piège. Appelé à s'exprimer sur les dossiers épineux qui agitent le continent, dont essentiellement celui du Sahara occidental, dans lequel il sera en même temps juge et partie, le Maroc va se retrouver face à ses contradictions, notamment en ce qui concerne le règlement de la question sahraouie, territoire que le royaume occupe illégalement. Le Maroc qui jusqu'à présent n'a pas accepté de tenir des négociations directes au sujet de la question sahraouie, sans conditions préalables et sans entraves comme décidé par le Sommet du CPS, de mars 2021, se trouve désormais dans "une position inconfortable qui le poussera à montrer ses véritables arrière-pensées". En effet, l'adhésion au CPS mettra le Maroc au pied du mur et face à ses contradictions: au mieux, il sera amené à préconiser l'exécution des décisions du CPS qu'il refuse d'appliquer et au pire à dévoiler son intention de saper et de détricoter le travail et le fonctionnement du CPS, alors que l'Algérie a tout fait pour les renforcer durant tous ses mandats exercés au sein de cet organe. Depuis l'opérationnalisation de cette structure importante sur les questions de paix et de sécurité, l'Algérie a assuré 5 mandats avec 14 ans cumulés en tant que membre depuis 2004, et n'a été en dehors du CPS que pendant 3 ans seulement. L'Algérie dont la candidature au Conseil de Sécurité des Nations Unies a été endossée par l'UA, la Ligue des Etats Arabes et l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), suivra de près les activités du CPS en application des principes et décisions des organes délibérants de l'UA, pour participer activement aux débats sur les questions d'intérêt. Il faut signaler que les pays "like minded" tels que l'Ouganda, la Tanzanie, la Namibie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud qui se retrouvent toujours sur les mêmes positions que l'Algérie seront à l'intérieur du CPS, constituant ainsi un soutien de taille pour l'Algérie sur les questions importantes que le CPS aura à examiner. Selon les Observateurs de la scène africaine, qui banalisent la désignation du Maroc au sein du CPS, ce pays se retrouvera forcément isolé face à la neutralité de certains membres et surtout face a l'engagement militant de plusieurs autres membres, notamment sur la question du Sahara occidental. La désignation du Maroc au CPS pendant trois ans, en même temps que la Tunisie, pour une période de deux ans interviennent dans le cadre du renouvellement ordinaire et régulier de la composition du Conseil de Paix.

Fayçal Oukaci/avec Aps

L'édito

■ Par Zahir Mehdaoui

Traquez les chauffards, pas les «vitres teintées»

Depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions sur la sécurité routière, il y'a une semaine, les services de sécurité (Gendarmerie, Police) ont redoublé d'efforts pour appliquer la loi. Les mesures ont été établies en vertu d'une circulaire interministérielle des ministères de l'Intérieur et des Transports publiée le 20 janvier dernier, en vertu duquel il a été décidé d'annuler les procédures de suspension et de retrait du permis de conduire par les commissions de wilaya et de geler les activités des commissions compétentes de wilayas et des commissions de daïras.

Ces nouvelles mesures relatives au code de la route consistant en l'annulation des procédures de suspension et de retrait du permis de conduire par les commissions de wilaya, et l'application d'amendes forfaitaires aux contrevenants pouvant atteindre 7.000 DA avec présentation du conducteur devant les instances judiciaires en cas d'établissement de PV de délit sont entrées en vigueur à compter de mardi dernier.

Depuis cette date, les barrages sur nos routes engorgées se sont multipliés et les amendes pleuvent sur les automobilistes. Ces derniers déjà éreintés par l'état des routes, les bouchons interminables ou l'incivisme d'autres routiers, vivent sous pression à cause de tous ces hommes en uniforme qui tirent leurs carnets sur tout ce qui bouge. Cette opération, qui est à saluer, sachant qu'en toile de fond, elle vise à « mater » un peu les contrevenants et ces milliers d'automobilistes qui ne respectent ni le code de la route ni la loi, est en train de virer au « pugilat ». En effet, les services de l'ordre sont en train de viser particulièrement tous les véhicules dont les vitres sont teintées comme s'ils sont la cause de l'hécatombe dont est le théâtre le pays. Mis à part « les collègues », qui peuvent quant à eux transgresser la loi, le reste des automobilistes lambda doivent payer une amende de 3000 DA pour une vitre teintée avec réquisition du permis de conduire. Au lieu de traquer les véritables chauffards, qui pourrissent la vie aux automobilistes et qui sont responsables des carnages sur nos routes, en particulier les poids lourds, les différents services de la sécurité routière sont en train de passer à coté de leur mission. Pourquoi en effet, faire d'une vitre teintée un « abcès de fixation » alors que les éléments réquisitionnés grâce à l'argent du contribuable peuvent réellement sauver des vies en traquant les chauffards qui déambulent sur nos routes et nos autoroutes et qui sont, selon les statistiques officielles, à plus de 80% dernière les accidents meurtriers ? Une stratégie est la manière d'élaborer, de diriger et de coordonner des plans d'action afin d'aboutir à un objectif déterminé, programmé sur le court ou le long terme. Le but principal étant d'éviter le pilotage à vue, une stratégie doit être appliquée et apporter des résultats positifs. Cette stratégie qui consiste à traquer les vitres teintées au lieu de chasser les chauffards qui endeuillent chaque année des milliers de familles ne sera malheureusement que vouer à l'échec.

Z. M.

LA RELANCE ANNONCÉE TARDANT À VENIR, LE GOUVERNEMENT FAIT DE L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE UN PALLIATIF

L'Algérie dépendra-t-elle encore longtemps des hydrocarbures ?

Alors que l'économie du pays vacille au gré d'une double crisestructurelle et financière, le ministre des énergies a voulu rassurer en annonçant en fin de semaine écoulée que l'Algérie s'apprête à augmenter sa production nationale du pétrole à 100 000 barils/jour, se félicitant que ceci intervient au moment où les cours de l'or noir Algériens connaissent une mue inespérée alors même que la relance annoncée par le gouvernement tarde à en manifester des préludes permettant l'optimisme.

Par Zacharie S Loutari

Arkab ; ministre des énergies qui en a fait l'annonce, n'ignore pourtant pas quemiser sur l'augmentation de la production des hydrocarbures, secteur qui demeure hautement capitalistique ne créera pas forcément beaucoup d'emplois, seul facteur d'une réelle redynamisation de l'appareil économique, et que seule une relance soutenuepeut créer une plus-value pouvant engraisser les courroies de la chaine.

La crise sanitaire conjuguée à la baisse historique des cours des prix du pétrole adévoilé le degré de dépendance de notre économie vis-à-vis de partenaires étrangers, alimentant des préoccupations grandissantes sur la souveraineté de notre économique.

A vrai dire: la crise que traverse notre pays, nousrappelle que la souveraineté a un enjeu assurantiel: la dépendance à la production étrangère s'avère onéreux encore plus en période de crise, la forte dépendance de notre appareil productif au reste industries des pays fournisseurs de l'Algérie s'est révélée être gravement pénalisante d'autant que la flambée des prix des matières premières, des matières semi-finis et des kits industriels additionnée à une montée en flèche des couts de fret maritime a engendré des difficultés d'approvisionnement en masques ou en tests.

Certes, malgré les menaces liées à la présence d'un 4eme vague du variant omicron, on peut dire que globalement, la crise sanitaire s'est atténuée puisque la plupart des mesures d'endiguement ont été levées et la production nationale de vaccins soutient les efforts de vaccination. Aussi et grâce à un rebond de la production et des prix des hydrocarbures, la croissance a quitté la zone de stagnation, cependant ; les perspectives sont très incertaines.

La réponse politique du gouvernement a certes permis, ne serait-ce que conjoncturellement, d'amortir l'économie, mais les chocs multiformes endossés par la population Algérienne ont exacerbé les déséquilibres de longue date de l'économie, accélérant la hausse de la dette publique et la chute des réserves internationales. Un recalibrage des politiques devient de ce fait urgent pour préserver la stabilité macroéconomique. Le plan d'action du gouvernement, dévoilé en septembre, comprend des réformes de grande envergure visant à soutenir la reprise, à libérer de nouveaux moteurs de croissance et à renforcer la gouvernance et la cohésion sociale, or ce même plan d'action qui s'avère aujourd'hui basé sur une approche comptant purement sur la fiscale devient problématique et commence a engendrer des contreperformances aux conséquences très lourdes à moyens termes.

Indubitablement, il devient plus qu'urgent pour notre pays de progresser dans réformes plus pragmatiques et mieux calculées pour assurer la transition vers un modèle de croissance plus stable, plus diversifié et plus inclusif.

Ceci d'autant que notre pays dispose de nombreuses sources inexploitées de croissance et d'emplois, dont leur développement nécessite une transformation profonde de l'économie et sa diversification hors hydrocarbures. La croissance du PIB algérien a pourtant été plutôt positive, avec -4.9% de perte en 2020, et une remonté à3.2% en 2021 et 2.4% prévue en 2022, l'inflation, elle aussi, est restée positive, mais cela n'est pas une donnée optimiste pour le niveau de vie des Algériens, attendu que selon les prévisions, celle-ci passera de 6.5% en 2021 et 7.7% en 2022.Concernant la dette algérienne qui reste un sujet extrêmement sensible, celle-cia augmenté à 59.2% du PIB en 2021 et il est prévu qu'elle atteindra 65.4% en 2022.

Comme on peut le constater, il devient claire que pour protéger une reprise pérenne, il devient nécessaire , donc élaborer des plans pour répondre à tout besoin de dépenses de santé plus élevées ou de mesures de soutien fiscal dans le cadre de l'espace budgétaire existant, comme il devient impératif également de préserver la stabilité macroéconomique, entreprise qui ne saur être réalisée sans un assainissement budgétaire progressif soutenu par un resserrement monétaire et une flexibilité du taux de change. Enfin, il s'avère vital pour notre pays d'œuvrer en urgence à accélérer la transition vers un nouveaux modèle de croissance, c'est-à-dire faire progresser la gouvernance et les réformes du marché pour construire un modèle de croissance plus diversifié et inclusif, et partant de défaire carrément notre système économique de la dépendance au hydrocarbures qui s'avère dans le contexte mondial actuel puéril.

Z. S. L.

APRÈS AVOIR RÉUSSI LES ÉPREUVES EVC

1200 MÉDECINS ALGÉRIENS S'APPRÊTENT À REJOINDRE LES HÔPITAUX FRANÇAIS

Le président du Syndicat national des professionnels de santé publique (SNPSP), Lyes Merabet a révélé que 1200 médecins algériens ont réussi les épreuves de vérifications des connaissances (EVC) en France.

Lyes Merabet a indiqué, sur sa page facebook, que près de 1200 médecins algériens –toutes spécialités confondues- s'apprêtent à quitter le pays pour aller travailler dans des hôpitaux français après avoir réussi les épreuves (EVC).

La page médecins sur les réseaux sociaux a précisé que ces épreuves constituent une porte principale pour les médecins hors Union européenne (UE) désireux d'exercer dans l'Hexagone. Cet examen est organisé périodiquement au profit des médecins diplômés issus des pays hors-UE (les diplômes des médecins de la zone sont admis d'office).

Selon toujours cette page, des milliers de médecins originaires de 24 pays hors-UE ont participé a ces épreuves. Environ 2000 candidats les ont réussi, dont plus de 1200 sont de nationalité algérienne, suivis des Tunisiens, des Marocains… Le (CNG) Centre national de gestion des praticiens hospitaliers a indiqué que les résultats des épreuves de vérification de connaissances (EVC) sont accessibles sur le site a la fin de l'après-midi du vendredi 4 février 2022, ajoutant que les relevés de note et les copies seront accessibles samedi 5 février 2022 a 13 heures.

I.Med

VENTES DES PRODUITS TABAGIQUES:

Hausse de la taxe forfaitaire libératoire à 5%

La Direction générale des impôts (DGI) vient de sortir une circulaire concernant la taxe forfaitaire libératoire au taux de 5 %, applicable sur les opérations de ventes des produits tabagiques.

Cette circulaire a pour objet, d'une part, de porter à la connaissance des services fiscaux les modifications apportées par I 'article 116 de la loi de finances pour 2022, aux dispositions de l'article 68 de la loi de finances pour 2018, ayant institué la taxe forfaitaire libératoire, applicable sur les opérations de ventes des produits tabagiques et, d'autre part, d'expliciter les modalités de calcul, de prélèvement, de déclaration et de reversement de cette taxe.

A ce titre, convient-il de souligner que l'article 116 précisé a réaménagé les dispositions traitant de la taxe forfaitaire applicable sur le chiffre d'affaires réalisé sur les opérations de ventes de produits tabagiques, dont la teneur porte sur : la révision à la hausse du taux de cette taxe à 5% au lieu de3% ; et sa facturation aux distributeurs par les fabricants et son prélèvement à la derniers.

Selon la DGI, cette taxe est applicable sur les opérations de ventes des produits tabagiques, qu'il s'agisse du tabac à fumer ou du tabac à priser ou à mâcher. Le taux de la taxe forfaitaire libératoire est fixé à 5%, assise sur les opérations de ventes des produits tabagiques. L'assiette de cette taxe est constituée par le montant global des ventes réalisées, calculé sur la base du prix de vente toutes taxes comprises (TTC), facturé par le fabricant à la sortie usine.

Il demeure entendu que la taxe forfaitaire de 5% n'intègre pas l'assiette de calcul de la TVA. Cette taxe constitue un élément du prix de vente détaillé des produits tabagiques.

Elle est, par voie de conséquence, supportée par le consommateur final.

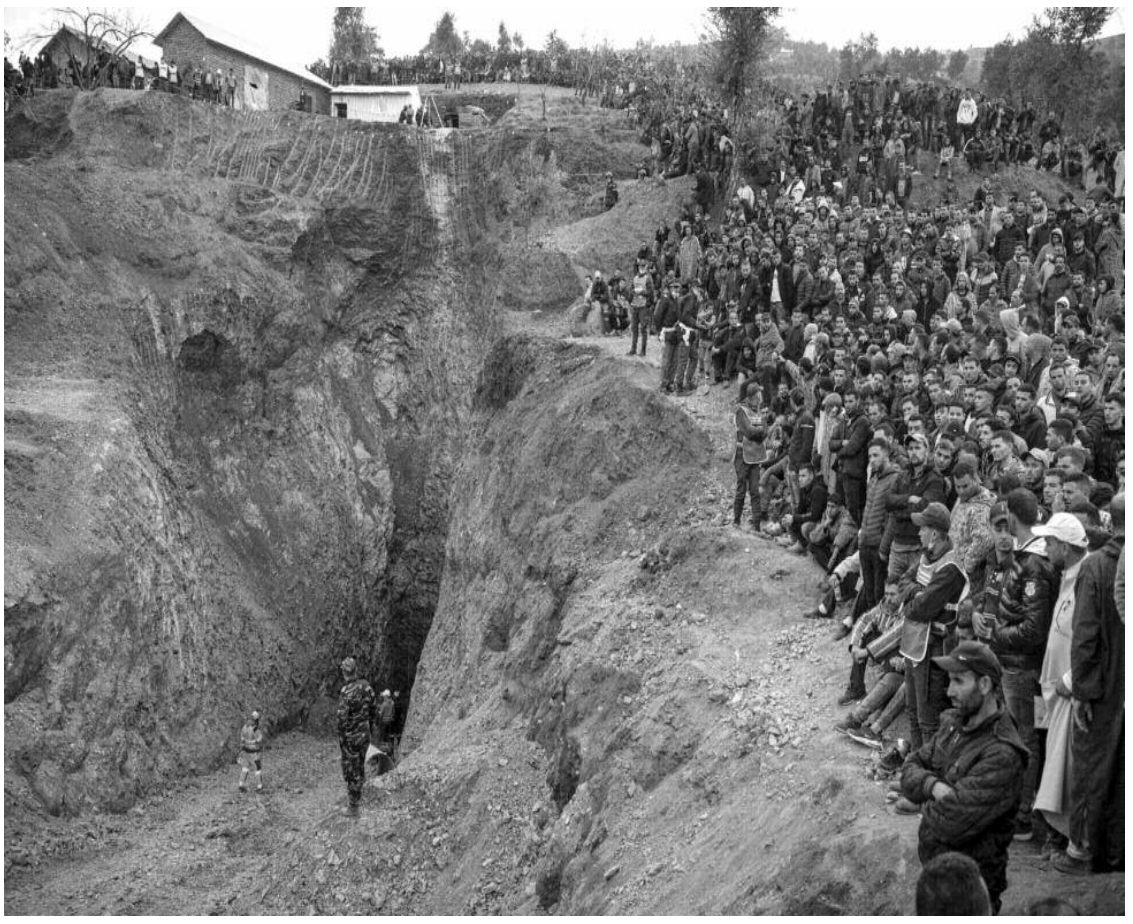
Cette taxe est facturée en premier lieu par les fabricants, à l'occasion de chaque opération de vente de produits tabagiques réalisée. Ils sont tenus de mentionner ladite taxe, de manière distincte, sur les factures de ventes établies. Les distributeurs et les grossistes doivent, à leur tour, facturer cette taxe à leurs clients.

I.M./Aps

LES ALGÉRIENS LARGEMENT SOLIDAIRES AVEC L'ENFANT TOMBÉ DANS UN PUITS

Au Maroc, le sauvetage du petit Rayan met en émoi toute la région maghrébine

Les images provenant du Maroc montrant des équipes de secours qui tentent d'extraire Rayan, un enfant de cinq ans tombé dans un puits profond, près de Bab Berred, dans le nord du Maroc, le 4 février 2022, font le tour des réseaux sociaux.



Largement solidaires avec l'enfant, les Algériens ont rédigé ces derniers jours, des milliers de posts, aussi bien sur Facebook, Instagram que Twitter ou VK. Messages de soutien, de solidarité, de courage et prières pour la survie de l'enfant.

Pour avoir vécu un semblable calvaire lors du martyr de Ayachi, événement qui a donné lieu à un élan de solidarité sans pareil, les Algériens savent combien ces heures sont difficiles, intenables, encore plus pour les parents et les proches. Les autorités aussi, elles qui se trouvent lors d'événements semblables devant des tests de vérité vis-à-vis de leur peuple. Aussi, les Algériens ont-ils revécu la situation. Tout comme d'ailleurs, d'autres populations du Maghreb, Tunisiens, Libyens et Mauritaniens et d'autres pays encore. La presse internationale a donné de larges comptes-rendus sur l'avancée de l'opération de sauvetage, minute par minute, et fait tourner en boucle les photos de l'enfant de cinq ans, ainsi que des efforts déployés par les forces de la Prévention civile.

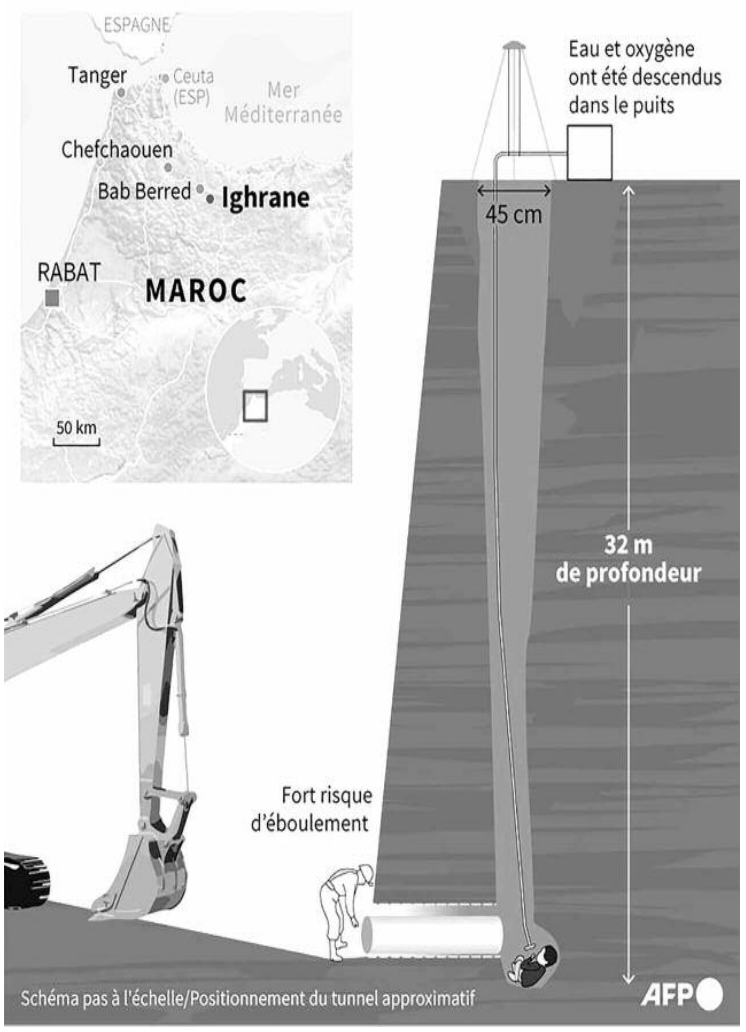
COURSE CONTRE LA MONTRE

Engagés dans une course contre la montre, les secouristes marocains progressent très lentement samedi pour tenter de sauver le petit Rayan, un enfant de cinq ans tombé dans un puits profond, il y a cinq jours, qu'ils espèrent retrouver vivant.

Le garçonnet "apparaît allongé sur le côté, de dos" dans les images d'une caméra d'inspection intégrée au puits exigu où il est tombé mardi, mais il est "impossible d'affirmer qu'il est vivant avec certitude", a déclaré un responsable de l'opération de sauvetage, Abdelhadi Tamrani. Le chef sauveteur a cependant dit à d'autres médias garder "de grands espoirs" de l'extraire vivant de ce trou étroit et profond de 32 mètres, creusé près de la résidence familiale à Ighrane, non loin du village de Bab Berred, dans la province de Chefchaouen.

Les secouristes se sont efforcés de faire parvenir de l'oxygène et de l'eau à travers des tubes et bouteilles descendus jusqu'à Rayan, sans certitude qu'il ait pu les utiliser, selon des journalistes. Les travaux de forage à la main d'un tunnel horizontal de quelques mètres avancent à pas de fourmi dans cette localité déshéritée du nord du Maroc.

« Il nous reste environ deux mètres pour terminer l'excavation du tunnel horizontal, en espérant ne pas faire face à nouveau à des rochers », a détaillé Tamrani. Au petit matin, un obstacle de taille a ralenti les opérations: les secouristes ont bataillé avec une grande roche, leur barrant la voie. Selon les autorités locales, les équipes du génie en sont venues à bout après trois heures en utilisant du petit matériel électrique pour éviter les fissures et les éboulements. Ce risque plane sur l'opération de sauvetage en raison de la nature du sol sur le lieu de l'incident, certaines zones étant rocheuses, d'autres très sableuses.



AU MAROC, ENCORE QUELQUES MÈTRES À FRANCHIR POUR TENTER DE SAUVER LE PETIT RAYAN

Des milliers de sympathisants sont accourus ces derniers jours, certains de loin, en signe de solidarité, et campent sur place malgré le froid glacial de cette zone montagneuse du Rif, à près de 700 mètres d'altitude. Des barrières métalliques ont été disposées depuis vendredi pour contenir la foule et éviter qu'elle n'entrave le travail des sauveteurs. "Nous vivons une véritable catastrophe dans la région d'Ighrane. Nous prions Dieu pour qu'il soit sauvé afin d'apporter du bonheur à tous les Marocains", a confié à l'AFP Othmane Azzouz, un badaud.

"TIENS BON PETIT RAYAN"

Au Maroc, encore quelques mètres à franchir pour tenter de sauver le petit Rayan

Des équipes de secours tentent d'extraire Ryana, un enfant de cinq ans tombé dans un puits profond, près de Bab Berred, dans le nord du Maroc, le 4 février 2022 / AFP "Je garde espoir que mon enfant sortira de ce puits vivant", a déclaré vendredi soir le père de Rayan à la télévision publique 2M. "Je remercie toutes les personnes mobilisées et celles qui nous soutiennent au Maroc et ailleurs."

L'enfant qui jouait près de sa maison a disparu mardi vers 14H00 (13H00 GMT): "Toute la famille s'est mobilisée pour le chercher jusqu'à ce qu'on apprenne qu'il était tombé dans le puits", a raconté à la presse locale la mère de l'enfant, les yeux embués de larmes.

Le sort de Rayan a suscité énormément de sympathie sur les réseaux sociaux à travers le monde, du Maghreb jusqu'en Irak, au Yemen, au Canada ou aux Etats-Unis et dans toutes les langues (anglais, français, portugais).

ENCORE QUELQUES MÈTRES À FRANCHIR POUR TENTER DE SAUVER LE PETIT RAYAN

Des équipes de secours tentent d'extraire un enfant de cinq ans tombé dans un puits profond, près de Bab Berred, dans le nord du Maroc, le 4 février 2022 / AFP

"Les sauveteurs sont en train de littéralement bouger une montagne pour sauver le petit #Rayan, j'espère que leurs efforts ne seront pas vains", a commenté un internaute.

"Tiens bon petit Rayan, tiens bon s'il te plaît", implorait une autre sur Twitter. L'émoi autour de l'accident reste si vif que le hashtag #sauvezrayan continuait samedi de caracoler en tête des principales tendances de Twitter au Maroc. "J'attends avec impatience le moment où je lirai le tweet qui dira que #Rayan est dans les bras de ses parents", espère une internaute sur Twitter.

"LAISSER LES SECOURISTES TRAVAILLER"

Une équipe se tient prête à porter secours à l'enfant dès sa sortie, ont indiqué à l'AFP les autorités locales. Un hélicoptère médicalisé est en standby.

"Nos coeurs sont avec la famille et on prie Dieu pour qu'il retrouve ses proches au plus vite", a assuré le porte-parole du gouvernement, Mustapha Baitas, exhortant la foule "à laisser les secouristes travailler pour sauver cet enfant".

Au Maroc, encore quelques mètres à franchir pour tenter de sauver le petit Rayan L'image d'un sauveteur qui descend en rappel pour tenter d'extraire un enfant de cinq ans tombé dans un puits profond, près de Bab Berred, dans le nord du Maroc, le 4 février 2022, fera encore émouvoir les gens pour longtemps. Cet accident fait écho à un drame survenu début 2019 en Andalousie (Espagne), où un enfant de deux ans avait péri après avoir chuté dans un puits de 25 centimètres de diamètre et plus de 100 mètres de profondeur.

Le corps du petit Julen avait été retrouvé après 13 jours de recherches d'une ampleur exceptionnelle.

I.M./agences

PÉTROLE

Les cours grimpent plusieurs marches

Les cours du pétrole ont encore grimpé plusieurs marches vendredi, poussés par une conjonction de facteurs favorables, du froid aux Etats-Unis aux doutes sur l'Opep, en passant par la crise ukrainienne qui s'installe.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en avril a gagné 2,37%, pour finir à 93,27 dollars. En séance, il est monté jusqu'à 93,70 dollars, pour la première fois depuis début octobre 2014.

A New York, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en mars, a lui pris 2,25%, pour clôturer à 92,31 dollars. Le WTI s'est lui aventuré jusqu'à 93,17 dollars en séance, une première depuis fin septembre 2014. "Il y a une inquiétude significative au sujet de la situation au Texas", a rapporté Robert Yawger, responsable des contrats à terme sur l'énergie chez Mizuho Securities. L'Etat est, en effet, frappé par une tempête hivernale, qui a fait plonger les températures nettement en dessous de zéro dans certaines régions. Selon l'agence Bloomberg, un opérateur important du bassin permien, la plus grande zone d'extraction du pétrole de schiste aux Etats-Unis, a dû réduire sa production, faute de camions-citernes disponibles. Une tempête arrive aussi dans le nord-est du pays, zone la plus peuplée des Etats-Unis, ce qui a entraîné une augmentation de la consommation d'énergie.

Le prix du diesel pour livraison immédiate dans le port de New York a atteint vendredi son plus haut niveau depuis juillet 2014. Les contrats à terme sur le fioul domestique et l'essence ont aussi revisité des sommets de plus de sept ans. Dans des dizaines de comtés, surtout à l'ouest, le prix du gallon d'essence (3,78 litres) dépasse désormais 4 dollars, considéré comme un seuil psychologique important pour les automobilistes. Cette flambée intervient dans un contexte de réserves plus faibles que la moyenne, sachant, en outre, que la période correspond normalement à l'entretien des raffineries, ce qui diminue mécaniquement leur taux d'utilisation. Ces tensions s'ajoutent à la crise ukrainienne, qui ne semble pas devoir connaître d'issue à court terme. Les opérateurs doutaient aussi de la portée de l'annonce de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses alliés de l'accord Opep+, qui se sont engagés mercredi à une nouvelle augmentation de 400.000 barils par jour en mars. "Ce qui devait calmer les prix", avec une augmentation des volumes mis sur le marché "devient un élément de soutien parce que personne ne croit qu'ils vont être capables de le faire" faute de capacités suffisantes, a décrypté Robert Yawger. "C'est incroyable."

R. E.

COMMERCIALISATION DE BASKETS SANS PERMISSION

Nike porte plainte contre la plateforme StockX

Nike a porté plainte jeudi à New York contre la plateforme américaine de commerce en ligne StockX pour la commercialisation, sans sa permission, de NFT de baskets de la marque, ces certificats de propriété numérique infalsifiables et très en vogue. "StockX +imprime+ des NFT qui comportent, de façon proéminente, les logos de Nike, en fait la promotion en utilisant la marque Nike et vend ces NFT à des prix gonflés à des consommateurs peu méfiants qui croient ou sont susceptibles de croire que ces +actifs numériques+ (comme StockX les appelle) sont approuvés par Nike alors qu'ils ne le sont pas", indiquent les avocats de Nike.

Le géant des baskets réclame des dommages et intérêts ainsi qu'une injonction du tribunal pour forcer StockX à cesser ces ventes. La plateforme américaine propose d'acheter et de revendre des vêtements et produits technologiques, mais elle est d'abord spécialisée dans les enchères sur les baskets. Les amateurs peuvent y trouver des paires de collection qui s'échangent à jusqu'à des centaines de milliers de dollars, à l'instar des mythiques Air Jordan.

Elle propose aussi désormais des "Non-Fungible Token" (NFT), ces objets numériques dont la propriété est traçable.

Une recherche sur le site avec le mot-clé NFT donne par exemple comme résultat une image de "KAWS Sacai Nike Blazer Low Blue (Vault NFT)", à acheter pour 500 dollars minimum.

La fiche de vente précise que les NFT peuvent être revendus ou échangés "pour une vraie paire stockée dans notre coffre".

Dans sa plainte, Nike décrit les NFT comme un "nouveau moyen enthousiasmant pour les marques d'interagir avec les clients dans le monde réel et dans le +métavers+", cet univers parallèle de réalité augmentée et virtuelle, décrit comme le futur d'internet.

Mais, "Ce nouvel horizon est rapidement devenu un terrain de jeu pour les acteurs de la contrefaçon (...) qui utilisent des marques déposées sans autorisation pour vendre leurs produits virtuels et générer des profits mal acquis", ajoute Nike.

Selon le groupe, StockX a déjà vendu plus de 550 NFT estampillés Nike. En avril dernier, StockX a été valorisée à 3,8 milliards de dollars après une levée de fonds de 255 millions de dollars. La plateforme a enregistré un chiffre d'affaires de 400 millions de dollars en 2020.

R. E.

HYDROCARBURES

UNE CONVENTION DE COOPÉRATION ENTRE L'IAP ET LA TUNISIENNE STIR

L'Institut algérien du pétrole (IAP), relevant de Sonatrach, a signé une convention de coopération, dans le domaine de la formation, avec la Société tunisienne des industries de raffinage (STIR), en vue d'asseoir un partenariat dans le domaine de la formation liée aux hydrocarbures, a indiqué samedi un communiqué du groupe Sonatrach.

Signée le 1er février, la convention entre les deux parties est l'aboutissement des discussions menées entre les responsables de l'IAP et la partie tunisienne, a précisé la même source.

Elle vise à asseoir un partenariat dans le domaine de la formation et à contribuer dans le processus de développement des compétences du personnel de STIR dans les métiers techniques et les métiers transverses liés à l'activité des hydrocarbures, a ajouté le communiqué.

Un contrat d'application a également été signé, comme concrétisation de cette coopération pour une formation dans le domaine du raffinage et de la maintenance, a fait savoir le document, soulignant que cette formation se déroulera sur le site de la STIR en Tunisie pour sa partie théorique et au niveau des installations de Sonatrach en Algérie pour la partie pratique.

DM

POUR SORTIR LE PAYS DE LA PIRE CRISE ÉCONOMIQUE DE SON HISTOIRE

Le FMI ne soutiendra qu'un programme "complet" pour le Liban

La directrice générale du FMI Kristalina Georgieva a affirmé que l'institution ne soutiendrait qu'un programme "complet" pour le Liban qui s'attaquera à tous les fléaux dont la corruption. "Je n'ai encore rien à partager à part dire que notre équipe travaille en étroite collaboration avec ses homologues libanais", a déclaré Mme Georgieva lors d'un entretien avec quelques journalistes. "Et nous insistons sur le fait qu'il doit s'agir d'un programme complet".

Des responsables libanais ont entamé le 24 janvier des pourparlers avec le Fonds monétaire international (FMI) sur des mesures de soutien visant à sortir le pays de la pire crise économique de son histoire.

"Nous savons tous que la situation du pays est très, très grave, qu'elle l'est depuis longtemps et qu'en l'absence d'un engagement fort du gouvernement pour changer le cours du pays, la souffrance du peuple libanais continuerait", a souligné la directrice de l'institution. Elle s'est félicitée du fait que les équipes du FMI aient désormais "un partenaire". Les discussions portent actuellement "sur les éléments d'une proposition de budget, sur les plans que le pays propose pour faire face au (problème du) secteur financier et plus largement sur les réformes dont le pays a besoin, y compris en matière de transparence, sur ce que fait le gouvernement en matière de lutte contre la corruption, et sur les implications d'un environnement politique intérieur très difficile", a-t-elle détaillé. Pour autant, "nous n'avons pas encore de résultats précis". "Bien que je sois très heureuse de voir cet engagement, voyons jusqu'où et à quelle vitesse nous pouvons aller pour être en mesure de soutenir un programme", a-t-elle également réagi. Interrogée sur les problèmes de corruption endémique au Liban et le risque pour la réputation du FMI, Kristalina Georgieva a souligné que le FMI était "conscient de cela". Elle a enfin noté la nécessité d'obtenir le soutien de tous pour un programme, dont celui "de la société" et "des gens ordinaires". La monnaie a perdu environ 90% de sa valeur sur le marché noir et quatre Libanais sur cinq vivent désormais en dessous du seuil de pauvreté, selon l'ONU, une paupérisation accélérée notamment par une inflation à trois chiffres.

R. E.

ORAN

Ravagée par les scolytes, la forêt de l'USTO se meurt

Le scolyte, un parasite qui attaque et tue les arbres en les desséchant, ravage la forêt de l'Université des sciences et technologie d'Oran "Mohamed Boudiaf" qui s'étend sur plus de 8 hectares et risque de disparaitre très rapidement si une opération d'abattage n'est pas organisée en toute urgence, estiment les spécialistes.

Le constat est affligeant : certaines parties de cet espace forestier offrent un triste spectacle. Des arbres morts sur pied, secs ou dénudés. D'autres arbres sont tombés seuls, leurs troncs complètement rongés par les scolytes et ne pouvant plus supporter le poids des branches.

Des dizaines d'arbres sont marqués par des croix peintes en noir. "Ce sont des arbres qu'il faut abattre", explique le président de l'association écologique et ornithologique "Chafii Allah", Chafii Allah Ben Mâamar, qui a accompagné l'équipe de l'APS dans une visite à cette forêt.

Il a été le premier à constater les dégâts causés par les scolytes dans cette forêt, dès octobre 2020. "Un pur hasard" dit-il. En chemin pour rejoindre une réunion avec des responsables de l'université, il remarque une huppe fasciée - une espèce d'oiseau- à l'entrée de la forêt. Il la suit, et pénètre au fond de la forêt pour constater le désastre.

En octobre 2020, le parasite n'avait ravagé que 20 à 30% de cette surface boisée. Un an plus tard, il a en gangréné 60% de cette surface autrefois et constituant un véritable poumon pour cet établissement, explique M. Ben Maamar, qui se montre pessimiste quant à l'avenir de la forêt, si elle n'est pas prise en charge de toute urgence.

Les huit hectares boisés dans les années 1980 parallèlement à la construction du campus, risquent de disparaitre. "Les arbres attaqués par les scolytes mourront les uns après les autres, si rien n'est fait", avance-t-il. La gangrène avance inexorablement et menace de ravager tout sur son chemin. La seule solution réside dans l'abattage des arbres touchés qu'il faille évacuer pour empêcher les parasites de se propager. La seule opération d'abattage a été organisée en décembre 2021. Pas moins de 120 arbres ont été coupés et abandonnés sur place, a-t-on constaté. Face à cette situation, l'association et les autorités locales ont initié de petites actions qui demeurent insuffisantes. Un comité regroupant la Conservation des forêts, la direction locale de l'environnement et l'université a été constitué pour suivre cette affaire. "Un plan d'action a été tracé", assure la vice-rectrice de l'USTO, Mme Miroufel Naima. Elle a précisé que ce plan consiste à abattre les arbres infectés puis se lancer une opération de reboisement. Une vaste opération pour le nettoyage de la forêt des déchets qui jonchaient le sol, a également été organisée par le comité.

MOYENS INSUFFISANTS POUR ABATTRE LES ARBRES AFFECTÉS

Pour pouvoir abattre 60% des arbres de cette forêt, il faudrait des moyens matériels et humains importants. La crise sanitaire de la Covid19, limite la disponibilité des volontaires.

Le comité du suivi de la forêt ne dispose que de deux tronçonneuses. Une convention a été signée avec l'entreprise de gestion des centres d'enfouissement technique (EPIC CET Oran) pour évacuer les arbres abattus "quand elle peut", explique la vice-rectrice de l'USTO.

"Au moins une dizaine de tronçonneuses et une autre dizaine de camions pour évacuer les arbres abattus sont nécessaires ainsi qu'une large mobilisation pour venir à bout de ce mal qui ronge la forêt", explique M. Ben Maamar.

S'agissant du rôle de la conservation des forêts, spécialisée dans ce genre d'interventions, le chef de son service de la protection de la faune et de la flore, Mohamed Chami, a expliqué qu'il s'agit d'une forêt urbaine ne relevant pas de la conservation. "Un arrêté de wilaya autorisant l'intervention de la conservation est nécessaire", ajoute-t-il.

Il suffit de taper le mot " scolyte " sur un moteur de recherche sur le net pour se rendre compte qu'il s'agit d'un véritable mal qui frappe plusieurs pays européens et méditerranéens depuis quelques années. Des forêts en France, en Tchèquie, en Allemagne, pour ne citer que ces pays, ont été ravagées par cet insecte. Les spécialistes européens évoquent le réchauffement climatique comme principale cause de la prolifération du parasite. A Oran, plusieurs forêts ont été touchées. "La montagne des lions, les forêts de Tafraoui et d'Arzew ont été également affectées, mais l'atteinte est beaucoup moindre que celle de la forêt de l'USTO ", rappelle M. Chami.

" Depuis plusieurs années, le phénomène est signalé un peu partout à travers le pays. La Conservation des forêts intervient souvent pour l'abattage des arbres touchés", a-t-il expliqué.

La forêt urbaine de l'USTO est composée de 90% de pins d'Alep. Le reste est constitué d'un mélange de plusieurs espèces : oliviers sauvage, Cyprès, caroubiers et thuyas. Plus d'une cinquantaine d'oiseaux ont été recensés dans cet espace par l'association " Chafii Allah " et le club vert de l'université, comme le serin cini, la mésange, la perdrix, le merle noir et le verdier.

"Le scolyte est un minuscule insecte qui s'attaque aux arbres. Il s'incruste sous l'écorce, bloquant la circulation de la sève, ce qui entraîne le dessèchement et la mort de l'arbre", explique Mohamed Chami, ajoutant que cette bestiole, une fois immiscée à l'intérieur de l'écorce, évolue rapidement. "Il lui faut quelques semaines, selon les conditions climatiques, pour tuer un arbre", note-t-il encore.

APS

PORT DE DJEN DJEN

Plus de 7 mns de tonnes de marchandises traités en 2021

Le volume des marchandises traité au port de Djen Djen à Jijel a atteint 7,3 millions tonnes durant l'année 2021, soit une évolution qui dépasse le double comparativement à 2017, apprend-on jeudi de cette entreprise portuaire.

Le port de Djen Djen a réalisé durant la période du 1er janvier à fin décembre 2021 un bilan global de marchandises échangées (export et import) évalué à 7,3 millions tonnes, a affirmé dans une déclaration à l'APS le Président directeur général (P-dg) de cette entreprise portuaire, Abdeslam Bouab. Le volume des exportations a atteint l'année passée 3,6 millions tonnes de marchandises hors hydrocarbures dont le fer, le ciment et divers matériaux de construction, a encore relevé la même source.

Le port est passé d'un volume de marchandises traité de 3 millions tonnes en 2017 à plus du double l'année passée avec une augmentation de presque 150 %, a ajouté le même cadre.

Le même responsable a attribué cette évolution à l'entrée en activité de plusieurs projets dont le plus important est le complexe sidérurgique de Bellara à El Milia et aux grandes opérations d'exportation réalisées par plusieurs cimenteries avec un volume de 3,4 millions tonnes.

L'entreprise portuaire de Djen Djen ambitionne d'atteindre d'ici 2024 un volume de marchandises traité de près de 12 millions tonnes, a indiqué M. Bouab qui a souligné que toutes les conditions existent pour maintenir un taux de 50 % d'exportations de marchandises hors hydrocarbures.

A QUAND DES RELATIONS C

Les multinationales françaises en Afr

Suez, Areva, Boloré, Renault, Peugeot, etc. Les entreprises françaises ne font pas que du business. Difficile pour elles, après avoir longtemps tourné dans la « galaxie Foccart », de se départir de l'esprit du colonisateur. Passionnelles, hégémoniques, dominatrices à l'outrance, ces relations ont fait mal à l'Afrique.

On oublie aujourd'hui qu'il y a eu une « françafrique ». Le mot, trop longtemps galvaudé mérite pourtant le détour. On préfère aujourd'hui parler de relations amicales. Mais l'amitié exige deux parties ; or en Afrique les entreprises françaises veulent rester les maitresses des lieux. Et ça ne fonctionne pas toujours comme le veut le plus fort. Les données changent, les reflexes un peu moins…

L'expression « Françafrique » est une relation spéciale et néo-coloniale qui a vécu ses meilleures années sous Jacques Foccart, l'homme de l'ombre de De Gaule en Afrique ; celui qui nouait et dénouait les affaires africaines, celui qui gérait les maisons mêmes des hommes d'Etat africains placés par l'Elysée. Ce temps est révolu, mais n'a pas complètement disparu.

La « françafrique » a été établie entre la France et ses anciennes colonies en Afrique subsaharienne surtout. En Algérie, elle n'a pas fonctionné. La prise de pouvoir par Boumédiène, proche surtout du bloc de l'est, a contrecarré les plans hégémonistes français en Algérie. Plus au sud de l'Algérie, cette « françafrique » se caractérise par le rôle des réseaux extra-diplomatiques (services de renseignement, entreprises, barbouzes, militaires etc.), l'ingérence directe des autorités françaises dans les affaires intérieures des anciennes colonies, et la complicité régulière des élites africaines locales. Voyons voir maintenant comment les choses progressent et comment la France est en train de tout perdre en Afrique, du fait de ses « envies néocoloniales ». En Algérie, exemple type de cette perte de vitesse française, les entreprises françaises sont en train de perdre pied. Au Mali, la France à perdu du terrain. Les rares îlots d'influence qui lui restent en Afrique sont en train de s'étioler aussi. Areva est de plus en plus contesté en Afrique. Dans d'autres pays, comme le Sénégal et le Maroc, ce sont plus les loges, qui jouent le rôle de rabatteur économique pour la France, que les gouvernements français qui tentent de maintenir les choses en l'état.

DERNIER ÉCHEC FRANÇAIS PATENT, SUEZ

Installée en Algérie sous Bouteflika avec tous les honneurs et la considération qui siéraient à une entreprise dont on attend monts et merveilles, Suez France est parti d'Algérie, fin août, sur la pointe des pieds, comme un maraudeur. Le contrat de gestion des services publics de l'eau et de l'assainissement entre la Société des eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL) et Groupe Suez a pris fin après trois renouvellements successifs depuis la signature du premier contrat en 2006, soit 15 années de partenariat. Le 31 août 2021, le divorce entre l'Algérie et Suez dans la gestion de l'eau est officiellement et définitivement acté. Le clap de fin a été accompagné par une série de « ratages » qui ont couté cher à l'Algérie. Fuites d'eau, pillages et mauvaise gestion des ressources hydriques avaient accompagné Suez en Algérie. Le divorce était dans l'air du temps depuis le début de l'année. La faible pluviométrie et les turbulences sociales dues au rationnement drastique de l'eau dans les communes algéroises ont précipité la chute de géant français de l'eau. Le ministre des Ressources en Eau, Mustapha Kamel Mihoubi, laissait entendre bien avant la fin de contrat avec Suez que le contrat avec le partenaire français assurant la gestion déléguée de l'eau dans les villes d'Alger et Tipaza à travers la société SEAAL pourrait ne pas être reconduit en raison des "irrégularités" constatées dans son application. La critique était acérée : « Le partenaire français a failli à ses engagements, notamment dans le cadre de son troisième contrat, puisque il n'y a pas eu d'efforts en matière de lutte contre les fuites, avait déploré Mihoubi, mettant en relief le fait que la SEAAL (Société des eaux et de l'assainissement d'Alger) n'a pas mis les moyens nécessaires pour évaluer et résorber le phénomène des fuites d'eau qui représente le « maillon faible » de cette société créée en 2006. « Il n'y a pas eu d'actions que récemment. C'est l'un des points qui n'ont pas été pris en charge », affirmait-il.

37 MILLIARD DE DINARS, LE COÛT DE LA CRÉATION DE SEAAL

La création de la société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL), a coûté à l'Etat 37 milliards de dinars, un équivalent de plus de 330 millions d'euro. Elle découle d'un contrat de management passé entre les deux entreprises de service public de l'eau et de l'assainissement ADE-ONA (Algérienne des Eaux- Office national d'assainissement) et le groupe français SUEZ Environnement. Le premier contrat a été signé en 2005 pour une durée de 5 ans. Lors ce contrat SUEZ a bénéficié d'une rémunération de 12,225 milliards de dinars, soit une valeur de 117,73 millions d'Euro dont 85.9 millions d'euro a été transféré à l'étranger et 32.7 millions d'euros restant payée en dinars et non transférée. Le chiffre d'affaires de la société a augmenté pendant cette période de 2,6 milliards de dinars à 5,5 milliards de dinars.

Le 2ème contrat de management SEAAL a débuté du 1 er septembre 2011 pour une durée de six ans, amendé par un avenant n 1 en date du 14 novembre 2011 et par une avenant n 2 en date du juin 2013. L'Etat a mobilisé durant cette période au profit de SUES un montant de 12.79 milliards de dinars, soit un montant de 94 millions d'Euro dont 68,6 millions d'euros ont été transférés à l'étranger et 25.4 millions d'euros restant payés en dinars et non transférés. Le chiffre d'affaires a atteint 27.9 milliards par rapport au premier contrat 25.4 milliards de dinar.

La rémunération de SUEZ sur la durée de l'avenant n° 3, signé le 1 septembre 2016 et prend fin le 31 août 2018, est de 3.5 milliards de dinars, soit une valeur de 32.47 millions d'euros. La partie transférée en Euro est de (73%) : 23,75 millions d'Euro. La partie payée en dinars et non transférée à l'étranger est de (27%) : 1 653,15 millions de dinars. Durant ces trois ans, le chiffre d'affaires de la société est estimé à 26,2 milliards de dinars. Le dernier contrat prend effet à compter du 1er Septembre 2018 pour prendre fin en date du 31 Août 2021. L'estimation de la rémunération de SUEZ est de 50 millions d'euros sur la durée de trois ans avec le même effectif des directeurs et experts SUEZ. La partie transférée en Euro est de (73%) : 35,5 millions d'Euro. La partie payée en dinars et non transférée à l'étranger est de (27%) : 14.5 de millions d'Euro, soit une valeur de 1 964,5 millions de dinars. A noter que la moyenne de rémunération annuelle de SUEZ estimée à 23 millions d'euros en 2006, est revue à la baisse à 16 millions d'Euro annuellement depuis la chute du dinar en 2015/2016. Ce qui donne en totalité un équivalent de plus de 330 millions d'euro qui ont été alloués à SUEZ environnement dans le cadre des contrats SEAAL depuis 2006 à 2021. Le montant en dinars algérien est de 37 milliard de dinars, sur les 15 années du contrat ADE/ONA avec SUEZ. L'Algérien des eaux constitue l'actionnaire majoritaire avec un capital social de 1.219 milliards de dinar (70%). L'Office National d'Assainissement détient quant à elle 521.900.000,00 DZD soit 30% du capital social. Le total du capital social de la société des Eaux et de l'Assainissement d'Alger (SEAAL), est de 1.741.000.000,00DZD. Des chiffres éloquents pour des résultats mitigés, pour ne pas dire affligeants ; une gestion peu rassurante des ressources ; des salaires exorbitants ; etc. Les Français auront couté énormément au Trésor public.

LA SITUATION EN AFRIQUE «CONFLICTUELLE»

Attributions contestées, ruptures de contrat, relations houleuses… Les différends se multiplient autour des ports, entraînant parfois un gel des investissements et des performances dégradées. Sortir de cette logique est urgent.

Le succès d'un terminal, élément clé de développement pour un pays émergent, est le fruit d'un partenariat entre les autorités et des groupes privés. En dix à quinze ans, grâce à l'apport de ces derniers, les ports africains ont engendré des progrès spectaculaires, tant en matière d'infrastructures que de productivité.

Si la plupart des partenariats fonctionnent, les conflits ou frictions entre gouvernements et concessionnaires se sont multipliés ces dernières années, entraînant

COMMERCIALES APAISÉES ?

rique «dans la peau du colonisateur»

quand ils durent un gel des investissements et des performances dégradées.

Un bon contrat est un contrat solide juridiquement, car ce qu'un président décide, un autre peut le défaire Certains contrats ont été rompus brutalement. Le cas le plus spectaculaire est l'éviction de DP World à Djibouti en février 2018. Motif officiel : le non-respect des engagements contractuels. D'autres contrats, qui semblaient immuables, n'ont pas été renouvelés. Le plus symbolique est l'échec camerounais de Bolloré et de son associé APM Terminals (filiale du géant danois Maersk, numéro un mondial du conteneur) à Douala, évincés en 2019, dès le début de l'appel d'offres de renouvellement de la concession, après avoir géré quinze années durant le terminal de Bonabéri. Appel d'offres finalement en délicatesse et qui fait l'objet de nombreuses procédures en cours. Soumis à des incidents techniques, des cadences ralenties, de la congestion, les clients du port de Douala en sont les premières victimes. Certains contrats, signés en bonne et due forme, n'aboutissent finalement jamais. Le groupe philippin ICTSI, l'un des dix leaders mondiaux de la gestion de terminaux à conteneurs, était ainsi pressenti pour gérer le mégaprojet de Lekki, au Nigeria. Enlisé dans le contrechoc pétrolier de 2014, les travaux à Lekki ont finalement été lancés sans ICTSI, avec comme seul opérateur le groupe CMA CGM, qui n'était portant au départ que l'associé minoritaire du groupe philippin.

Groupes soumis au regard des ONG et des opinions publiques

À Port-Soudan, le projet annoncé en juillet 2018 par le même groupe philippin a été enterré en avril 2019 avec la chute d'Omar el-Béchir. « Un bon contrat est un contrat solide juridiquement, car ce qu'un président décide, un autre peut le défaire », analyse une experte d'un grand groupe français de concession portuaire. Autre exemple, en Mauritanie : la concession attribuée en octobre 2018, à la fin du mandat du président Mohamed Ould Abdel Aziz, dans un cadre assez flou juridiquement à Nouakchott au singapourien Arise, puis finalement renégociée après l'élection de Mohamed Ould El-Ghazaouani. La Mauritanie y a retrouvé des marges de manœuvre financières et, singulièrement, Arise et son partenaire Meridiam n'ont pas davantage obtenu le monopole de la manutention des conteneurs à Nouakchott.

Les procédures sont devenues plus ouvertes car la course à la concession est elle-même plus ouverte Alors, comme s'interroge, avec un brin de cynisme, un avocat qui a roulé sa bosse dans les contrats africains, « l'appel d'offres n'est-il rien d'autre qu'un habillage juridique d'une décision politique ? » Exagéré ? Même si chaque État est souverain et peut, on l'a vu à Djibouti au nom de l'intérêt supérieur du pays, se départir des règles de droit international qu'il a lui-même consenti à accepter dans le contrat (le recours à l'arbitrage à Londres), la présence des grands bailleurs multilatéraux qui scrutent la conformité des procédures ne permet plus autant de libertés qu'avant.

L'obligation pour les grands concessionnaires, des sociétés parfois cotées ou tout au moins soumises au regard scrutateur des ONG et des opinions publiques, de se conformer aux nouvelles règles de compliance limite aussi leur possibilité de négocier dans l'ombre.

UNE FORTE CONCURRENCE QUI OBLIGE À LA TRANSPARENCE

Le montant des investissements et des royalties demandés sur les périodes de concession – 100, 200 voire 300 millions de dollars – les rend aussi très exigeants. « Le contexte juridico-politique de présentation et de négociation des appels d'offres a quand même changé en une décennie, analyse un cadre d'un grand groupe qui, comme beaucoup sur ce dossier sensible, préfère ne pas apparaître en première ligne. Les procédures sont devenues plus ouvertes depuis quelques années car la course à la concession est elle-même plus ouverte. » On est désormais très loin des appels d'offres ficelés à l'avance d'il y a vingt ans avec un seul candidat. Même s'il y a néanmoins toujours en Afrique une forte prime à ceux qui sont déjà implantés, tous les grands groupes mondiaux, européens et asiatiques, s'intéressent de près aux appels d'offres, il existe une plus grande concurrence qui oblige à la transparence ; autrement, il y a des risques de recours des perdants contre le gagnant. Surtout, ces acteurs se présentent désormais en consortium pour limiter les risques et, en quelque sorte, les répartir entre eux. Les groupes internationaux peuvent ainsi en profiter pour aller chercher si possible une association avec un acteur local, comme en témoigne la réponse à l'appel d'offres pour le renouvellement, signé le 15 janvier 2020, de la concession du terminal roulier d'Abidjan (Terra). Terra 2 est le fruit d'un partenariat public-privé entre l'autorité portuaire d'Abidjan, plusieurs acteurs logistiques internationaux – Bolloré Ports, Terminal Link (CMA CGM et China Merchants), Grimaldi et Movis – et des partenaires privés ivoiriens.

MÉCONNAISSANCE DE LA DIMENSION SOUS-RÉGIONALE

La tâche des groupes internationaux est néanmoins compliquée par le fait que les États africains pensent le plus souvent que leur port est stratégique. Les pouvoirs ont une vision locale, au nom de leur intérêt national supposé, et méconnaissent le plus souvent la dimension sous-régionale d'ensemble. Les financements chinois – si généreux au départ, si contraignants à la fin – savent aussi entretenir le mythe. On construit des quais, on promet des hubs et, ensuite, c'est aux opérateurs internationaux d'accomplir des miracles en termes de trafic, en sachant jongler avec les égos nationaux souvent impatients. Ce n'est pas parce que l'ambassadeur de France intervient que les multinationales plieront Malgré les grandes promesses des Routes de la soie, on ne peut que constater que les opérateurs chinois de terminaux, hormis China Merchants (mais toujours en consortium avec un groupe européen), se font bien discrets en Afrique quand les bâtisseurs, à commencer par CHEC (China Harbour & Engineering Company) sont omniprésents. Les grands acteurs des terminaux portuaires ont cette vision régionale et mondiale, essentielle lorsqu'on parle d'investissement de centaines de millions de dollars. En cas de conflit, les États africains, en particulier francophones, pensent encore que les acteurs portuaires sont « nationaux ». Un Bolloré ou un CMA CGM sont perçus comme français quand ils sont devenus de vraies multinationales.

Un contrat vertueux est un partenariat à long terme qui offre un équilibre entre les intérêts du concessionnaire et un véritable apport au territoire « Et ce n'est pas parce que l'ambassadeur de France intervient que ces multinationales plieront », glisse un cadre d'un grand groupe. C'est tout autant le cas pour DP World – effectivement un acteur important des Émirats mais surtout un groupe là pour faire des bénéfices, pas pour des raisons géopolitiques. « Et ça, les États africains ne le voient guère », glisse notre acteur. « En Afrique, il y a une volonté de reprendre en mains les intérêts jugés stratégiques, mais je n'ai pas pour autant le sentiment qu'Européens et Chinois soient traités à ce sujet de la même manière. »

LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Les meilleurs contrats, ceux qui tiennent dans la durée, restent des partenariats public-privé que cherchent à pousser tous les opérateurs de terminaux de premier rang. Le privé construit et s'engage, sur une durée de concession, à verser des royalties, et à rétrocéder l'outil à la fin du contrat. « Un contrat vertueux est un partenariat à long terme qui offre un équilibre entre les intérêts du concessionnaire, qui veut avoir le temps de rentabiliser ses investissements, et un véritable apport au territoire, résume une spécialiste de la réponse aux appels d'offres. Il faut pour cela que les États africains améliorent encore leurs procédures et soient bien conseillés. »

SI J'AVAIS 10 DOLLARS À INVESTIR, JE NE LES METTRAIS PAS DANS CE PROJET

Car certains terminaux sont accordés dans un cadre juridique encore trop incertain avec de grandes promesses non tenues. Malgré toutes les annonces de Kinshasa et de DP World, le port de Banana, à l'embouchure du fleuve Congo, reste un serpent de mer. « Si j'avais 10 dollars à investir de mon fonds de pension, je ne les mettrais pas dans ce projet, ironise un observateur de la logistique africaine. La logique souverainiste pousse à construire via Banana une alternative à Pointe-Noire, pourtant la route naturelle de Kinshasa. Une logique de réciprocité douanière entre les deux Congo, afin d'éviter un double dédouanement au départ de Pointe-Noire, me semble pourtant plus urgente, et bien plus rentable pour les chargeurs de RD Congo, que de construire un nouveau port », fait valoir le même interlocuteur. En Égypte, CMA CGM a été surpris, après des discussions de gré à gré entamées avec les autorités pour l'attribution du terminal polyvalent d'Alexandrie (Pier 55), de voir tout à coup surgir un appel d'offres auquel ses grands concurrents, du singapourien PSA à Bolloré, ont évidemment répondu.

CMA CGM s'y est plié et a réussi à arracher un engagement des autorités en mettant toutes ses cartes sur la table avec la visite de son patron Rodolphe Saadé en Égypte le 26 janvier. Mais tout reste encore à bâtir sur le plan juridique. Parfois aussi, le concessionnaire a des exigences qui peuvent échapper aux autorités du pays. Le même CMA CGM, via sa filiale Terminal Link, a beau avoir remporté l'un des plus beaux appels d'offres de l'année 2020 – le terminal polyvalent de Luanda –, il s'est finalement désisté et c'est le groupe arrivé en deuxième position, DP World, qui a signé le contrat le 25 janvier avec les autorités angolaises. Un dossier qui mérite qu'on y consacre une attention particulière…

I.med Amine

UN RAPPORT ANNUEL DE L'ONU PUBLIÉ VENDREDI MET EN CAUSE LES EMIRATIS

Le mercenariat en Libye soutenu par les Emirats arabes unis alimente les groupes armés au Darfour

Les activités de mercenaires soudanais "en Libye ont été la principale source de financement (en 2021) de la plupart des mouvements au Darfour" dans l'ouest du Soudan, affirme un rapport annuel de l'ONU publié vendredi qui met en cause les Emirats arabes unis.

Rédigé par les experts de l'ONU chargés de contrôler l'embargo sur les armes imposé au Soudan pour le compte du Conseil de sécurité, ce document affirme qu'il a continué l'an dernier à être violé, "avec le transfert d'armes et d'autres types de matériel militaire au Darfour". Le rapport s'étend notamment sur les milliers de mercenaires soudanais présents en Libye au service de l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) contrôlée par le maréchal Khalifa Haftar. Ces mercenaires sont issus de mouvements signataires et non-signataires de l'Accord de paix de Juba, conclu en octobre 2020, précisent les experts, en indiquant ne pas être en mesure d'en chiffrer le nombre total. "La plupart des groupes armés du Darfour ont continué à travailler pour l'Armée nationale libyenne en Libye" l'an dernier "en sécurisant des zones et en tenant des postes de contrôle", affirment les experts.

"En contrepartie, les cinq principaux mouvements (ALS-MM, GSLF, ALS-CT, ALS-AW et SRAC) recevaient des versements (d'argent) et un soutien logistique. Plusieurs sources au sein des mouvements ont déclaré que l'argent et le soutien ont été discutés et convenus lors de réunions entre leurs commandants militaires et les représentants des Emirats arabes unis en Libye", ajoutent-ils. "Les paiements ont été fournis par les Emirats arabes unis et acheminés vers les mouvements par l'Armée nationale libyenne, qui a prélevé une part", selon les experts. "En réaction aux allégations faisant état d'un éventuel soutien financier ou militaire accordé aux forces du Darfour (tant au Soudan qu'en Libye), les Emirats arabes unis ont évoqué la position modérée de leur pays et sa lutte contre l'extrémisme et les discours de haine", indique le rapport en évoquant une rencontre des experts avec les autorités émiraties datant de novembre

2021. Le rapport affirme par ailleurs que le gouvernement soudanais a participé à des activités de la Commission militaire mixte dite "5+5" qui réunit des représentants de l'est et l'ouest de la Libye pour garantir le cessez-le-feu et le retrait des combattants et troupes étrangères de ce pays. Plusieurs "petits groupes (de mercenaires soudanais) opérant en Libye" ont "la volonté de s'engager dans des pourparlers de paix et de retourner au Soudan", précisent les experts qui recommandent à la communauté internationale de "fournir des fonds au Soudan et aux autres pays concernés" afin d'"éviter la déstabilisation de la région" du Darfour. Le Darfour, vaste région de l'ouest du Soudan régulièrement secouée par des heurts liés entre autres à des disputes territoriales ou des difficultés d'accès à l'eau, a connu une longue guerre qui a fait depuis 2003 au moins 300.000 morts et 2,5 millions de déplacés selon l'ONU.

I.M./agences

SAHARA OCCIDENTAL

UNE UNIVERSITÉ ESPAGNOLE ORGANISE LE 1ER FORUM SUR LA LUTTE DU PEUPLE SAHRAOUI

L'Université de Cadix dans la province espagnole d'Andalousie, organise depuis hier jeudi, le premier forum sur la lutte du peuple sahraoui, le processus de la décolonisation au Sahara occidental et la question des droits de l'homme. En vue de mieux faire connaître la cause sahraouie aux étudiants de l'université et aux organisations de la société civile en général, le forum se tient, sous la supervision du professeur Inmaculada Gonzalez Garcia, en coordination avec le professeur Juan Domingo Torrejon Rodriguez, depuis hier dans l'une des salles d'activités publiques de l'Université andalouse, dans le cadre des activités de recherche et de formation programmées par le Laboratoire de droit international sur le Sahara occidental, dont le siège se trouve à l'Institut universitaire de recherches sur le progrès social, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS). Ce forum, consacré à la surveillance internationale des droits de l'homme et son extrapolation au Sahara Occidental, s'articule autour de deux points: la vision du monde et le conflit au Sahara Occidental, et les ateliers sur la surveillance internationale des droits des Sahraouis.

Aps

DES SANCTIONNE TOUCHENT PLUSIEURS DIRIGEANTS

Pressions franco-européennes sur le Mali

L'Union européenne a imposé, vendredi, des sanctions au Premier ministre de transition malien, Choguel Maïga, ainsi qu'à plusieurs membres de la junte dirigée par le président par intérim Assimi Goïta, en réponse à la décision des autorités de Bamako de repousser de plusieurs années les élections prévues ce mois-ci.

Bamako, inébranlable, estime que « la France a terminé son temps au mali », et doit, de ce fait, « se résigner à regagner ses bases ».

La France ne semble pas accepeter avec résignation son éviction du Nord-Mali. La présence des Russes à Bamako a été ressenti au cœur de l'Elysée comme une humiliation. Macron qui comptait sur des « bonnes notes » au mali pour sa campagne électorale devrai trouver la parade pour s'en sortir de cette impasse dans laquelle Bamako l'a Plongé. C'est certainement dans cette perspective qu'il faudrait placer les sanctions de l'UE à l'encontre de cinq responsables maliens, dont le Premier ministre de transition Choguel Kokalla Maïga, accusés de faire obstacle à la transition politique dans ce pays dirigé par une junte, selon un communiqué. Ces sanctions consistent en une interdiction d'entrée sur le territoire de l'UE et un gel de leurs avoirs.

Il est également interdit aux personnes et entités de l'UE de mettre des fonds à la disposition de ces cinq responsables. Outre le Premier ministre, figurent parmi les responsables sanctionnés deux "membres-clés du cercle rapproché" du colonel Assimi Goïta, le chef de la junte malienne, investi président de transition en mai 2021 après un deuxième putsch.

SANCTIONS DE LA CÉDÉAO

Il s'agit de Malick Diaw et Ismaël Wagué, considérés comme des instigateurs du coup d'État d'août 2020, au cours duquel les militaires ont renversé le président Ibrahim Boubacar Keïta, selon les motifs des sanctions publiés au Journal officiel de l'UE.

En outre, Ibrahim Ikassa Maïga, ministre de la Refondation depuis juin 2021, et Adama Ben Diarra, sont également ciblés pour avoir joué un rôle-clé dans le renversement du président Keita, selon la même source.

Ces cinq responsables ont déjà été sanctionnés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (Cédéao).

L'organisation a pris, le 9 janvier, une batterie de mesures économiques et diplomatiques vigoureuses à l'encontre du Mali pour sanctionner l'intention de la junte de se maintenir au pouvoir encore plusieurs années et son refus d'organiser le 27 février, comme elle s'y était initialement engagée, des élections ramenant les civils au pouvoir.

I.M./agences

La France et ses partenaires européens envisagent un retrait militaire du Mali

Après l'expulsion de son ambassadeur à Bamako, la France souhaite clarifier la situation, tout en restant engagée au Sahel contre le terrorisme.

Des radios posées sur une carte du Mali, alors que les soldats de l'opération « Barkhane » se préparent à une mission depuis leur base de Gao, au Mali, le 7 juin 2021.

Des radios posées sur une carte du Mali, alors que les soldats de l'opération « Barkhane » se préparent à une mission depuis leur base de Gao, au Mali, le 7 juin 2021. AP

A moins d'un revirement des autorités de Bamako, la France et ses partenaires européens examinent l'opportunité et les modalités d'un retrait total de leurs troupes du Mali.

L'hypothèse est bel et bien sur la table des consultations en cours entre Paris, les capitales européennes et africaines engagées dans ce pays dans la lutte contre les djihadistes.

La rupture étant consommée après l'expulsion de l'ambassadeur français au Mali – Joël Meyer devait quitter Bamako jeudi 3 février –, l'heure est venue, estime-t-on à Paris, de clarifier collectivement la situation, tout en restant engagé au Sahel contre le terrorisme.

Une décision devrait être annoncée d'ici deux à trois semaines. « Il n'y a de sens à être engagé que quand on peut être efficace. Là où les conditions ne sont pas réunies, il ne faut pas rester, affirme une source diplomatique française. Cela dépendra de la posture de la junte. Mais pour l'instant, elle reste dans l'escalade et rien ne permet d'anticiper un changement. »

Le sujet devrait s'inviter au sommet Union africaine-Union européenne, prévu à Bruxelles les 17 et 18 février. Un éventuel retrait prendrait ensuite plusieurs semaines, allant bien au-delà du scrutin présidentiel français d'avril. Une échéance qui complique aussi la donne pour Emmanuel Macron, surtout si la question devait s'inviter dans la campagne électorale.

L'ingérence russe complique la situation

L'heure n'est plus à chercher à gagner du temps pour tenter de renouer avec le régime malien, sanctionné par ses voisins de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et par l'Union européenne. « Le sujet qui se pose actuellement est : est-ce que les conditions sont encore réunies au Mali pour avoir une action efficace contre les groupes terroristes ? C'est la question que nous nous posons collectivement », souligne cette source.

In Le Monde

LIGUE 2

LE DERBY ESBA - RCK À L'AFFICHE DE LA 16E JOURNÉE

Le championnat national de Ligue 2, après une trêve hivernale de deux semaines, reprendra ses droits samedi, avec déjà quelques belles affiches au menu, notamment, le derby algérois ES Ben Aknoun - RC Kouba dans le Groupe Centre-Ouest, et le choc l'USM Annaba - NRB Téleghma entre ténors du Groupe Centre-Est.

Outre cachet derby et la grande rivalité sportive entre les deux clubs algérois, le derby devrait revêtir une très grande importance sur le plan comptable, car les trois points qui seront mis en jeu ce samedi seront d'une importance capitale, aussi bien pour le leader koubéen que pour l'ESBA (7e).

En effet, en cas de victoire, le club de Ben Aknoun se rapprocherait considérablement du podium, et dès cette première journée de la phase "retour", ce qui lui permettrait d'entrevoir la suite du parcours sous de meilleurs auspices, alors que le RCK, qui ne compte que trois longueurs d'avance sur son premier poursuivant au classement, le CR Témouchent devra également l'emporter, pour préserver sa suprématie.

Une menace d'autant plus sérieuse pour le Raed que le CR Témouchent aura la tâche facile au cours de cette 16 e journée, en recevant la lanterne-rouge, SC Aïn Defla.

Autrement dit, un match qui s'annonce déjà acquis pour l'actuel dauphin du Groupe Centre-Ouest, car appelé à défier un adversaire complètement meurtrit, comme en témoigne sa déroute contre l'ES Ben Aknoun (9-0), lors de la précédente journée.

Même le leader du Groupe Centre-Est, la JS Bordj Ménael, sera probablement soumis à rude épreuve au cours de cette 16e journée, car appelé à se rendre chez le MO Constantine (10e) et qui reste sur une belle victoire en déplacement chez le CA Bordj Bou Arréridj (1-4).

Un périlleux déplacement donc pour les Coquelicots, pendant lequel ils pourraient facilement laisser des plumes, au grand bonheur de leurs premiers poursuivants au classement, l'USM Annaba et le NRB Téleghma, qui s'affrontent dans un duel direct au stade du 19-Mai 1956.

Autres duels intéressants qui vaudront le détour dans le Groupe Centre-Est, les chocs entre anciens pensionnaires de l'élite : JSM Skika – US Chaouia, JSM Béjaïa – CA Batna et CA Bordj Bou Arréridj – MO Béjaïa.

Certes, ces clubs ont beaucoup perdu de leur prestige depuis leur relégation en Ligue 2, toujours est-il que l'enjeu sera de taille dans les duels qui les opposeront lors de cette 16e journée, particulièrement pour les Criquets du CABBA, actuels lanterne-rouge, avec seulement six unités au compteur.

Même dans le Groupe Centre-Ouest, il y aura quelques duels intéressants, qui vaudront probablement le détour, notamment, USM El Harrach – ASM Oran, USM Bel-Abbès – WA Boufarik et JSM Tiaret – MC Saïda.

APS

LIGUE 1 (17E J)

Favorable au leader et à son dauphin

La première partie de la 17e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue hier, sera favorable au leader le CR Belouizdad et à son dauphin la JS Saoura, qui évolueront à priori sur du velours à domicile respectivement face à la lanterne rouge le WA Tlemcen et au RC Arbaâ.

Battu lors de la précédente journée en déplacement au NC Magra (1-0), le Chabab (1e, 33 pts) doit impérativement réagir à la maison, pour préserver sa position en tête du classement. L'entraîneur brésilien du CRB Marcos Paqueta pourra de nouveau coacher son équipe sur le banc, après s'être guéri d'une infection au Covid-19.

Le WAT (18e, 9 pts), qui a renoué avec la victoire, en l'emportant samedi à domicile face au MC Oran (1-0) après 15 matchs de disette, aura à cœur de créer la sensation au stade du 20-août 1955, même si sa mission s'annonce d'ores et déjà difficile.

La JS Saoura (2e, 31 pts), qui reste sur un précieux succès à Alger face au NA Husseïn-Dey (2-1), aura une belle occasion de confirmer sa suprématie à Béchar, en accueillant le RC Arbaâ (10e, 20 pts).

Les joueurs de l'entraîneur tunisien Kaïs Yaâkoubi devront tout de même rester vigilants devant une équipe qui se trouve en pleine confiance, après avoir aligné deux victoires de rang. De son côté, le MC Alger (5e, 27 pts), surpris à domicile le week-end dernier à domicile face à l'ASO Chlef (1-2), abordera son déplacement à Oran pour défier le MCO (13e, 15 pts), avec la ferme intention de se racheter et chasser le doute.

La formation oranaise, retombée dans ses travers en concédant un revers à Tlemcen, n'a plus droit à l'erreur, d'autant qu'elle reste sérieusement menacée par le spectre de la relégation.

La formation phare des "Zibans" l'US Biskra (8e, 25 pts), dont les derniers résultats sont irréguliers, recevra le NAHD (14e, 14 pts), dans une mission qui reste dans les cordes des joueurs de l'entraîneur Youcef Bouzidi.

Rien ne va plus chez le Nasria, qui reste sur une mauvaise série de trois défaites de suite, enfonçant un peu plus le club algérois dans les profondeurs du classement. Une réaction à Biskra est plus que souhaitable pour les "Sang et Or" qui pourront se retrouver relégables au terme de cette journée.

Concurrents directs du NAHD pour le maintien, le RC Relizane et le HB Chelghoum-Laïd, logés ensemble à la 16 position avec 13 points chacun, auront l'avantage de jouer dans leur jardin, face respectivement au NC Magra (12e, 16 pts) et à l'Olympique Médéa (14e, 14 pts). Le NCM, qui s'est donné un peu d'air grâce à son succès face au CRB, se déplacera en conquérant à Relizane pour défier une équipe du RCR, qui reste sur deux défaites de rang à l'extérieur. L'OM, quant à lui, détient un triste record cette saison, puisqu'elle reste sur une série noire de neuf défaites de suite.

Cette 17e journée se poursuivra lundi avec deux matchs au programme : ASO Chlef - CS Constantine (17h00), et USM Alger - ES Sétif (18h00), alors que JS Kabylie- Paradou AC a été reporté à une date ultérieure, en raison de l'engagement des "Canaris" en Coupe de la Confédération.

R. S.

COUPE D'ALGÉRIE DE MARCHE «MOHAMED EL HADJ MECHKEL»

Souad Azzi se distingue

Souad Azzi, sociétaire du MB Béjaïa, a établi un nouveau record national du 20 kilomètres marche, lors de la Coupe d'Algérie 2022 de la spécialité, disputée vendredi matin, au complexe olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), avec un chrono de 1:33:39. Le podium des seniors (dames) a été complété par deux autres Bougiotes, à savoir : Tinhinane Boumaza, du MB Béjaïa, entrée en deuxième position avec un chrono de 1:39:44, et la jeune Melissa Toloum, du AMC Béjaïa, troisième en 1:41:33.

Chez les messieurs, c'est le Mouloudia d'Alger qui a dominé les débats, en s'emparant notamment des deux premières places du podium, grâce à Mohamed Fateh Meddour, vainqueur en 1:27:56, et Adlane El Bey, deuxième en 1:30:10, alors qu'Abderrahmane Sohaïl Aloui, sociétaire du club "SARAB" a pris la troisième place, avec un chrono 1:31:11.

Outre le titre national et le nouveau record d'Algérie de l'épreuve, Souad Azzi a réussi deux autres performances lors du même évènement: celui de se qualifier aussi bien pour les prochains Championnats d'Afrique que pour les prochains Mondiaux de la spécialité.

Pour rappel, les Championnats d'Afrique (seniors) d'athlétisme auront lieu du 8 au 12 juin 2022 à Saint-Pierre (Ile Maurice), alors que les Mondiaux de marche auront lieu les 4-5 mars 2022 à Muscat, dans le Sultanat d'Oman.

R. S.

L'ICÔNE UNIVERSELLE DE LA LITTÉRATURE FRANCOPHONE CONTINUE DE SUSCITER L'ADMIRATION DES LECTEURS

Assia Djebar sept ans déjà !

Sept ans après sa disparition, Assia Djebar, icône universelle de la littérature francophone, dont différents ouvrages ont été repris dans plusieurs langues, continue de fasciner et susciter l'admiration des lecteurs, à travers une plume profondément attachée à la culture ancestrale et à la mère patrie, qui éclaire et prône le progrès de l'individu, tout en mettant à nu les travers des sociétés aux conservatismes aveugles.

Après toute une vie au service de la littérature algérienne et à travers une œuvre riche et variée, la célèbre romancière algérienne, disparue le 6 février 2015, était également investie par la noble mission de défendre la cause de la liberté en général, et l`émancipation de la femme en particulier.

Née le 30 juin 1936 à Cherchell non loin d`Alger, Fatma-Zohra Imalayène, de son vrai nom, avait exprimé sa sensibilité de femme et de militante de la cause nationale dès 1957, à l'âge de 21 ans, en publiant son premier roman "La soif", puis un second, "Les impatients", dans la même période.

Elle enchaînera ensuite avec une vingtaine de romans à succès, traduits en autant de langues, tout en exerçant sa passion pour l'enseignement de l'histoire et de la littérature, à Alger et à l'étranger, et en s'essayant, non sans succès, au cinéma avec la réalisation de deux films consacrés au combat des femmes, notamment, "La Nouba des femmes du mont Chenoua" (1978), qui a obtenu le prix de la critique internationale à Venise en 1979.

Avec "La Zerda ou les chants de l`oubli" (1982), elle remportera le prix du meilleur film historique au Festival de Berlin en 1983 et son roman "Loin de Médine" (1991) symbolisera longtemps sa lutte permanente pour les droits de la femme.

En 2005, elle devient la première femme arabe et africaine à entrer à l'Académie française, élue parmi "les immortels" au cinquième fauteuil, quelques années seulement après avoir investi l'Académie royale de Belgique.

"J'écris, comme tant de femmes écrivains algériennes, avec un sentiment d'urgence, contre la régression et la misogynie", disait la romancière.

A l'histoire de son pays qu'elle n'a jamais vraiment quitté, celle que l'on attendait pour le Prix Nobel de littérature quelques années avant sa disparition, aura dédié plusieurs de ses romans où elle évoque, selon les œuvres, l'Algérie sous la colonisation, l'Algérie indépendante et jusqu'à l'Algérie de la décennie tragique du terrorisme.

"Les enfants du nouveau monde" (1962), "Les alouettes naïves" (1967), ou encore "Femmes d'Alger dans leur appartement" (1980), et "L'amour, la fantasia" (1985), "Le Blanc de l'Algérie" (1996) et "La Femme sans sépulture" (2002), sont parmi les titres où se mêlent tous les combats libérateurs qu'elle voulait mener et incarner.

"Prolixe, Assia Djebar concentrait ainsi en elle tous les genres de la création littéraire, cinématographique et même du théâtre avec une recherche perpétuelle de l'innovation mise au service d'une vision humaniste de la vie sur Terre", s'accordent à dire ceux qui l'ont lue, connue et côtoyée.

Elle obtiendra des prix internationaux pour la plupart de ses romans dont "Nulle part dans la maison de mon père" (2007), un récit autobiographique qui fera l'objet de nombreux articles dans des publications spécialisées d'Europe et du Moyen-Orient, la mettant régulièrement à l'honneur en tant que "voix unique et rare" dans le monde de la culture. Son attachement indéfectible à son pays, elle l'exprimera à sa façon en demandant à être inhumée dans sa ville natale de Cherchell.

"ONE BEAT SAHARA" DU 21 FÉVRIER AU 13 MARS

Des artistes africains et américains en résidence artistique à Taghit

L'Algérie accueille pour la première fois cette année la prestigieuse résidence de création musicale "One Beat", du 21 février au 13 mars, dans l'oasis de Taghit (wilaya de Bechar) et dans la capitale, avec la participation de 25 musiciens algériens, américains, et en provenance des pays nord africains et du Sahel. Cette manifestation musicale, organisée par l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Algérie en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts et baptisée "One Beat Sahara", est une résidence de création musicale de haut niveau qui devra se dérouler durant deux semaine dans l'oasis de Taghit avant de se poursuivre pour une autre semaine à Alger, explique le musicien et chanteur Chakib Bouzidi, un des directeurs artistiques et initiateurs du projet en Algérie. Durant cette résidence, les participants auront l'occasion d'échanger leurs expériences et leurs savoir-faire dans des ateliers thématiques de composition, d'écriture et d'enregistrement, en plus de pouvoir interagir avec l'environnement et la culture de l'oasis avec des échanges et des expositions d'instruments de musique dans les rues de cette petite ville touristique très prisée.

D'autres ateliers sur le "rapport de la musique à l'action sociale" et des opérations à caractère social et solidaire en collaboration avec le mouvement associatif local sont également au programme de "One Beat Sahara", connu pour son engagement social. La manifestation devra prendre fin dans la Saoura par un grand concert en plein air qui est prévu près de la station de gravures rupestres de Taghit, annonce Chakib Bouzidi. Les résidences de compositions et de préparation de spectacles devrons se poursuivre à Alger, dans le cadre patrimoniale de la villa Dar Abdeltif, où des ateliers de promotion de l'art et de la musique algérienne sont également au programme avant de clôturer l'événement par un grand concert à l'Opéra d'Alger, Boualem-Bessaih, le 11 mars prochain, selon le directeur artistique. Les participants devront se familiariser et travailler sur différents styles de musiques africaine et afro-américaine comme le diwan, le blues le Hip-hop et le jazz avec un focus particulier sur la musique raï et le chaâbi.

"One Beat Sahara" verra la participation de musiciens algériens et américains en plus de nombreux artistes en provenance de pays comme le Mali, le Niger, la Tunisie, ou encore la Mauritanie qui devront également produire un album collectif.

Leader du groupe "Ifrikya Spirit", connu pour sa recherche et son brassage musicale, et musicien maîtrisant un grand nombre d'instruments traditionnels africains, Chakib Bouzidi qui a participé à ce programme en 2019, a indiqué que cette session prévue en 2021 a été reportée à cause de la pandémie de coronavirus.

Autre invité de marque dans le staff de cette manifestation, le grand batteur, auteur compositeur algérien Karim Ziad qui a mené de très nombreux projets musicaux internationaux, et qui devra apporter son expérience et son savoir-faire aux musiciens participants. Il assure lui aussi la co-direction artistique de la résidence avec les Américains Domenica Fossati et Haile Supreme

"One Beat Sahara", qui se tiendra en célébration du dixième anniversaire de la création de cette résidence de création américaine, vise à exploiter les liens culturels, musicaux, linguistiques, patrimoniaux et identitaires qui rassemblent les pays d'Afrique du nord et du Sahel et la diaspora qui en est originaire, particulièrement celle installée aux Etats-Unis.

Un important volet de promotion est également pris en charge par ce projet qui prévoit une large diffusion continue de contenu multimédia sur les réseaux sociaux et les médias.

Lancée par "Found Sound Nation" en 2012 avec un financement du gouvernement américain, la résidence artistique "One Beat" rassemble annuellement, pendant un mois, de jeunes artistes talentueux de différents pays pour favoriser la création et sa promotion dans des tournées américaines.

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page
Facebook : L'EXPRESSDZ

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA DE BOUIRA
DAIRA DE BOUIRA
COMMUNE D'AIT LAAZIZ

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément aux dispositions de l'article 65, du décret présidentiel N°:15-247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communale d'AIT LAAZIZ, wilaya de BOUIRA-NIF : 098410085092422, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au deuxième avis d'appel d'offre nationale ouvert N° : 01/2022.Paru dans les quotidiens "L'expresse" et" " أصوات "en date du 13/01/2022, relatif au projet :

L'approvisionnement en denrées alimentaires au profit des cantines scolaires pour l'exercice 2022 en lots:

- Lot N°01 : Alimentations générales.
- Lot N°03 : Viandes rouges et blanches et œufs.
- * Lot N°02 : Fruits et Légumes.
- * Lot N°04 : Pain.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres en date : 02/02/2022, les lots de projet sont attribués provisoirement aux fournisseurs cités ci- dessous :

N°	fournisseurs	Lots de projet	Montant Minimum de la soumission en TTC	Montant Maximum de la soumission en TTC	Délais	Eléments du choix
01	Guellal Ali NIF : 190103800376186000000	Lot N° 01 : Alimentations générales	2 846 750,00 DA	6 410 250,00 DA	Toute l'année 2022	Moins disant
02	Aichoune Abdelrrahman NIF : 191101000002182	Lot N° 02 : Fruits et Légumes	1 449 979,00 DA	4 170 863,00 DA	Toute l'année 2022	Moins disant
03	Abbas Fateh NIF :181103501754103	Lot N° 03 : Viandes rouges et blanches et œufs	1 763 680,00 DA	5 105 000,00 DA	Toute l'année 2022	Moins disant
04	Belhadjar Amar NIF : 198310010112453	Lot N° 04 : Pain	150 000,00 DA	400 000,00 DA	Toute l'année 2022	Moins disant

Conformément à la disposition de l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, les soumissionnaires contestataires peuvent introduire leurs recours au président d'assemblée populaire communale d'ait laaziz dans un délai de 10 jours, à compter de la première date de publication du présent avis dans les quotidiens nationaux.

L'EXPRESS DU 06/02/2022 — ANEP : N° 2216002196

L'EXPRESSDZ®

L'Express Société de Médias/d'Actualités

Pour toutes vos annonces publicitaires, anniversaires, félicitations…
Contactez le service pub au numéro de **téléphone/ fax : 023.70.99.92**

Ou adressez-vous au Service pub : sis à la maison de la presse **Abdelkader Safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger**

E-mail : redaction.mehdaoui1969@gmail.com

Suivez nous sur :
www.lexpressquotidien.dz
Ou sur notre page Facebook :
l'EXPRESSDZ

L'express, le quotidien de tous les Algériens dont l'information est sacrée et le commentaire est libre

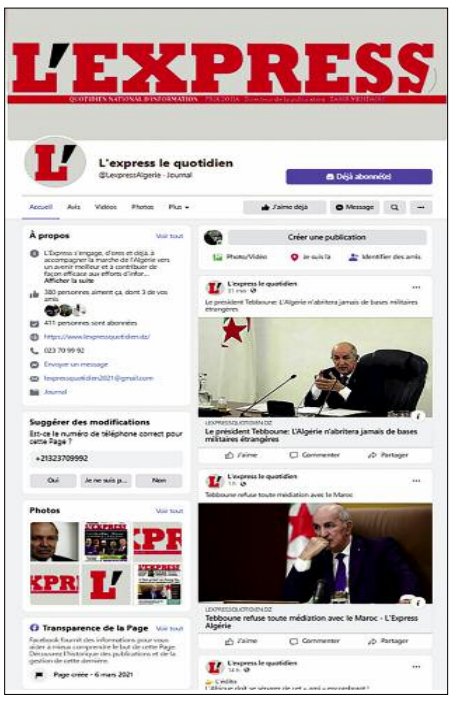
L'EXPRESSDZ®

ÀVENDRE

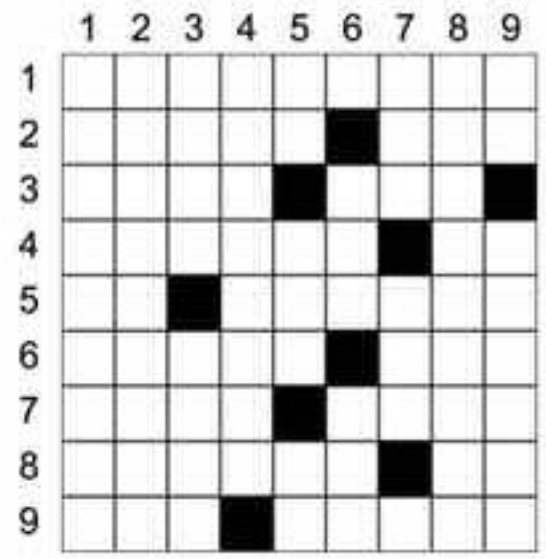
Appartement de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéro-port international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse
Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible. Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles

Tel: 0770829271



Mots Croisés



Horizontalement

1- Elle indique la direction du vent. 2- Enlevant - Atome ou groupe d'atomes. 3- Insecte des eaux stagnantes - Organisation des Nations unies. 4- Frangins - Région militaire. 5- Entre soi et si - Apprécie beaucoup. 6- Carte maîtresse - Monnaie en Extrême-Orient. 7- Pas avoués - Gardé en main. 8- Animaux protecteurs d'un clan - Règle de dessinateur. 9- Ecole nationale d'administration - Résultat d'une action.

Verticalement

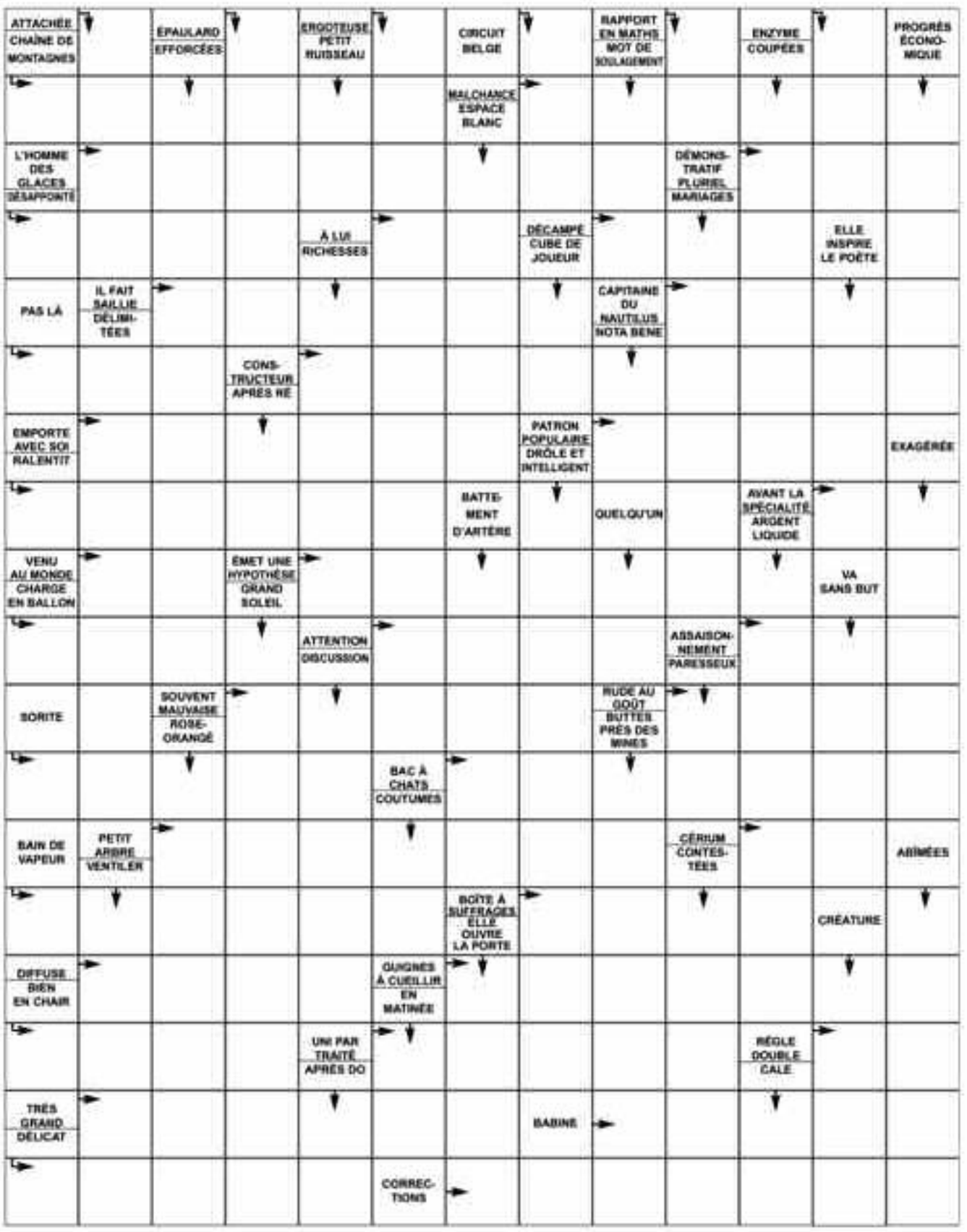
1- Qui a ou peut prendre du volume. 2- Action de répéter, de faire de nouveau. 3- Réduit en poudre - Montagne de Grèce. 4- Qui coûte cher. 5- Autre nom du do - Opposé à l'ouest - Pronom personnel. 6- Armée du Moyen Age - Télégraphie sans fil. 7- Pièce de bois pour soutenir un navire en construction - Baie du Japon. 8- Qui est en proie à l'angoisse. 9- Adverbe de lieu - Ancienne danse à trois temps.

4 x 4

Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

Symphonie Simphonie Symfonie Symphonnie	Égalitaire Egalitaire Equalitaire Egallitaire
Opresseur Oppreseur Oppresseur Opprèsseur	Payote Paillotte Paillôte Paillote

Les mots fléchés



BIFFE-TOUT

EN 8 LETTRES :
Genre de deux mâts

ARGUS
ARRIVAGE
BAGUETTE
BARBOTINE
BECTER
BERNER
BONIMENT
BONITE
BRONZAGE
CADRATIN
CANTALOU
DÉTENDRE
ENDURCIE
EURASIE
FLOCON
FONTANELLE
FOREUR
FRUGALE
FRUGIVORE
GALÉJADE
GENDRE
GLACIAIRE
GOUJATERIE
IMPUR
JACINTHE
JUCHER
LOISIR
MARINIÈRE
MÉTAPHORE
PEINER
PÉPINIÈRE
PIQUER
PRÉCAIRE
PRÉDATRICE
PUCELLE
QUANTUM
QUETSCHE
RECYCLÉ
REJOINDRE
SABLER
SIFFLET
SOLITAIRE
TANTALE
TARIR
TENDON
TRANSCRIRE
TRICÉPHALE
TURBULENCE
URODÈLE
VORACEMENT
ZIGOUILLER
ZLOTY

V	O	R	A	C	E	M	E	N	T	E	I	R	E	T	A	J	U	O	G
M	G	L	A	C	I	A	I	R	E	R	E	J	O	I	N	D	R	E	M
E	P	D	G	T	R	S	R	E	T	B	P	G	L	Y	P	O	J	B	A
T	R	E	E	G	A	E	A	N	L	R	A	O	E	U	T	A	L	R	R
A	E	R	U	T	H	N	E	B	E	L	I	G	C	N	C	O	F	O	I
P	C	S	E	C	E	M	T	D	L	S	E	E	U	I	D	R	L	N	N
H	A	T	U	C	I	N	A	A	I	E	L	N	N	E	U	R	P	Z	I
O	I	J	E	N	Y	T	D	R	L	L	R	T	A	G	T	I	E	A	E
R	R	T	O	N	R	C	R	R	E	E	H	E	A	T	Q	T	E	G	R
E	E	B	R	I	D	U	L	E	E	E	T	L	T	U	N	C	E	E	E
E	E	N	C	I	E	O	U	E	E	G	E	E	E	I	N	O	U	A	E
R	I	E	I	R	C	R	N	H	M	E	A	R	L	E	N	O	F	R	R
E	C	F	O	T	A	E	C	R	L	U	R	L	L	F	L	O	R	R	O
I	R	F	L	S	A	S	P	E	E	E	T	U	E	A	F	E	B	I	V
N	U	R	I	O	T	R	D	H	N	N	B	N	T	J	T	I	M	V	I
I	D	E	I	E	C	O	D	R	A	R	I	N	A	C	A	P	S	A	G
P	N	E	U	R	R	O	E	A	U	L	A	E	E	U	U	D	T	G	U
E	E	Q	T	U	A	B	N	T	C	C	E	B	P	R	Q	E	E	E	R
P	B	A	R	B	O	T	I	N	E	E	R	I	A	T	I	L	O	S	F
Z	I	G	O	U	I	L	L	E	R	T	R	A	N	S	C	R	I	R	E

SOLUTIONS DES JEUX PRECEDENTS

MOTS FLECHES

HORIZONTALEMENT

1- ENCOURUE - EPIE - ARBRISSEAU - GUE - BEE - GAGA - ELUT - NE - PUTOIS - EDENTE - RE - NET - ART - SAUR - DOCTORAL - TRITURE - UNO - MI CAID - MENTI - OPA - TRAIRE - ANONS - AUTO - REAL - TENANT - SECULIERS - BUE - TOLERER - FILET - DES - REPU - IRE - VET - BESOIN - ES.

VERTICALEMENT

1- INAUGURATION - ERODE - CREATEUR - PORCELET - BOB - GO - RICANEUSES - URBAIN - TA - SALIR - BRIE - SEDUIT - LISERE - USEE - TORDRA - ETRES - MES - LE - CE - AUTRE - PO - ERUDIT - MITES - PUI - BEAUTE - OLERON - NI - PUS - NARINE - ABOLI - GI - ENTRANT - ENUMERE - EURETLOIR - TESTES.

MOTS CROISES

HORIZONTALEMENT

1- FIGNOLAGE. 2- IRRESOLUS. 3- GOUT - ILES. 4- UNE - USITE. 5- RI - AN - ET. 6- ASEPTISEE. 8- TNT - LEPRE. 9- ETUS - OISE.

VERTICALEMENT

1- FIGURANTE. 2- IRONISANT. 3- GRUE - ENTE. 4- NET - APT. 5- OS - UNTEL. 6- LOIS - ISEO. 7- ALLIES - PI. 8- GUETTEURS. 9- ESSE - ENNE.

4x4 Ganglionnaire - Rossignol
Pâtelage - Randonnée

BIFFE-TOUT : CHOW-CHOW

■ IMMOBILIER VENTE

● Cabinet de gestion immobilière met en location un duplex bien fini, luxueusement meublé et bien situé avec une belle vue dégagée, etage 5 et 6eme. en toutes commodités ;eau, électricité, gaz, chauffage central. sis au centre ville, tizi ouzou.
prix : 50 000 da/mois. accepte longue durée (01 année).
pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous:
Tél fixe : 026 20 92 42
Tél mob : 0560 93 33 14

● Cabinet de gestion immobilière met en vente un logement de type f3 bien fini, surface 87 m² environ situé au 2eme étage. bâtisse très bien finie, avec 02 façades et en toutes commodités, acté et accepte un crédit bancaire. sis à lot bouzar, tizi ouzou.
prix : 840 u négociable.
pour toutes autres informations complémentaires, veuillez nous contacter aux coordonnées citées ci-dessous :
Tél fixe : 026 20 92 42
Tél mob : 0560 93 33 13/14

● Cente une carcasse khraissia hai salam 200 m2 bâtie sur 168 m2 r+1 possibilité r+3 deux garages dardine façades de 12 mètres l'eau gaz vrd electricité acte décision la cadastre et passer au 2015
Le prix : 3 milliard négociable
Tél mob : 07 72 96 4093

● vente des terrain caracter promotionnel industreil agricole partenariat habitation residentiel
Tél fixe : 023 94 91 40
Tél mob : 0795 78 66 93

● agence immo loue villa haouche chaouch el achour convient pour habitation,bureau,centre de remise en forme,spa ou autre.
Tél mob : 0771 38 73 65

● Vente ou partenariat terrain.caractère agricole lieu boumerdess sidi belabess bouira tlemcen tiziouzou temouchent bejaia blida.
Tél mob : 0795 78 66 93

■ IMMOBILIER LOCATION

● Particulier à particulier loue studio toutes commodites , libre de suite, meublé climatisé, interphone , à boumerdes au 1er niveau de villa proche de liap et inh. constitué d'1 pièce avec chambre a coucher, 1 cuisine avec réfrigérateur et cuisiniere, 1 salle de bain, 1 hall avec 1 table et 4 chaises et 1 balcon. convient à un couple marié sans enfants. 30000 da par mois (3 mois d'avance) curieux, intermédiaires, célibataires : s'abstenir.
Tél mob : 0552 02 32 36

● Agence immo loue un appartement f3 residence les pins ouled fayet bien situé avec toutes commodites / cuisine équipée/ chauffage central / climatisation / parking sous sol / espace vert / ...etc / prix : 100 000 da
Tél mob : 0662 86 06 96
● Studio + salle de bain + petite coure à 1 700 000 centimes par mois et 20 400 000 centimes par an.
Tél mob : 0553 45 17 65

● Agence immo loue baba hassen trés bien situé,sur le boulevard 03 niveaux,composé de trois f4,libre de suite.
Tél mob : 0771 38 73 65

● Agence immo loue un appartement f3 a cheraga en plein centre ville bien situé convient habitation où bureaux.
Tél mob : 0662 86 06 96

■ OFFRES D'EMPLOI

● Agence immo loue niveau villa f4 boudjemaa tamime, draria,libre de suite.
Tél mob : 0771 38 73 65
● Nous cherchons une fille qui sera chargée de la facturation et du suivi de la comptabilité avec nos sociétés
informaticien / informaticienne
description missions :
• monter, installer et mettre en service les nouveaux matériels informatiques
• former les utilisateurs
• intervenir en assistance et réparation
• ordonnancer le déroulement des travaux
• réaliser les archivages et les sauvegardes des données
• suivre et mettre à jour l'information technique, économique et réglementaire
• diagnostiquer les défaillances et proposer des solutions d'amélioration
• suivre l'état des stocks.
Tél mob : 06 57 84 93

● Nous sommes une société 100% tunisienne et maintenant ouverte en algérie.
si vous êtes intéressé pour faire un complément de salaire avec une possibilité de dépasser 60 000 dz par mois.
pour les étudiants est aussi possible de faire un salaire.
Tél mob : 0553 21 83 26

● Nous sommes un laboratoire d'analyse spécialiser dans les décapages de billet de banque tel que euro dollar dinar etc..... quelque soit ça couleur (noir - vert etc..)
Tél mob : 0554 26 01 89

■ INFORMATIQUE

● Bienvenue au service officiel labo du monde, nous mettons à la disposition de nos matériel et produit, un service rapide et efficace dans le nettoyage de billets de banque masquer et crypter dans les couleurs suivantes:noir,vert et rouge notre principale est de faire tout notre possibilité que nos clients soin satisfaite de se d'argent crypte et de relever ceux parmi les clients qui sont:découragés et nous mettons à leur disposition les solutions ci-dessous: machine. produits efficaces et rapide et manuellement.nos principaux clients sont les banques et organisations humanitaires, les clients ayant des fortunes cryptées sont également les bienvenus.
Tél mob : 0650 79 83 25

● Vends des compteuses de billets ayant une fiabilité incomparable et un rapport qualité/prix très avantageux, homologuées par la poste d'algérie elles détectent les faux billets par u.v et m.g
Prix : premier modèle (la blanche) 16000 da h.t , deuxième modèle (la noire) 25000 da h.t, 3ème modèle (la grise) 30000 da h.t
- Garantie 12 mois, - possibilité de vente avec facture, - vente en gros et en détail.
- Livraison sur tout le territoire national avec paiement à la réception
Tél mob : 0770 91 23 53

● Spéciale promotion au laboratoire france dubois.
Laboratoire france dubois exerces ses fonctions dans le cadre de décapage des billets de banque masqué de multiple couleur noir, vert, rouge, jaune et de devise internationale et nationale euro, dollar, dinar algérien, dirham.
Tél mob : 0541 47 58 50

■ AUTO - MOTO

● Toyota 4x4 très propre et très solide
Marque: Toyota
Modèle: Rav 4
Année : 2013
Kilométrage : 207000
Carburant : Diesel
Puissance : 13 chevaux
Tél mob : 0559 78 62 46

● Vends fiesta titanium en très bon état, année 2012, la tole et le moteur en parfait état de marche.
Marque : Ford
Modèle : Fiesta
Année : 2012
Kilométrage : 250 000
Carburant : Essence
Tél mob : 0776 53 29 11

ÀVENDRE

APPARTEMENT
de type F3.

Lieu cité Eplf en face université Bab Ezzouar Alger
Situé à côté station tramway et à 100 mètres de la future station métro.
Situé à peine 10 minutes de l'aéroport international d'Alger et 5 minutes du centre commercial Suisse
Appartement situé au 1er étage et complètement refait
Climatisation, téléphone et internet disponible
Appartement situé dans une cité fermée qui dispose d'espace de jeux pour les enfants Acte notarié et livret foncier disponibles
Tel: 0770829271

L'EXPRESS

Quotidien national d'information edité par la SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la presse Abdelkader safir, 02 Rue Farid Zouiouache, Kouba, Alger Tel/FAX Admnistration et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: ZAHIR MEHDAOUI

zahir.mehdaoui1969@gmail.com / Email: redaction@express-dz.com / Site Web: www.lexpressquotidien.dz / TEL/FAX: 023.70.99.92

DIRECTEUR DE L'ADMINISTRATION ET DES FINANCES
NOURDINE BRAHMI
Service-pub@lexpressquotidien.dz

IMPRESSION SIA ALGER BAB EZZOUAR

PUBLICITÉ : POUR TOUTE PUBLICITÉ, S'ADRESSER À L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION D'EDITION ET DE LA PUBLICITÉ (ANEP)

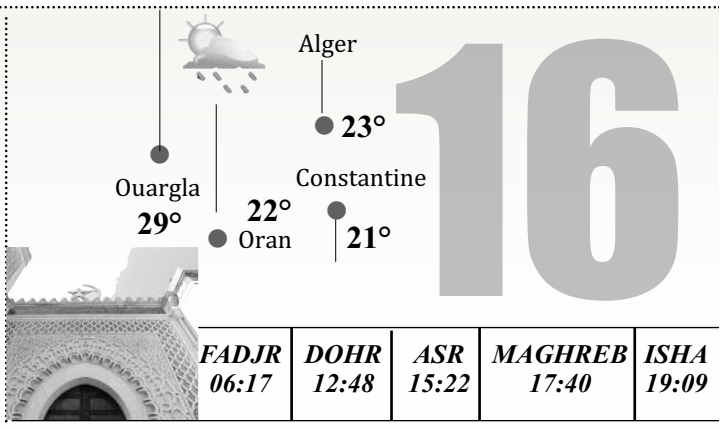
Alger : 1, avenue Pasteur
Tel : (021) 71.16.64 - (021)73.71.28
Fax : (021) 73.95.59 - (021)73.99.19
Mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz

TOUT DOCUMENT ET PHOTO REMIS À LA RÉDACTION SONT LA PROPRIÉTÉ DU JOURNAL.

DÉCRUE DES CAS DE CORONAVIRUS EN ALGÉRIE :

792 nouveaux cas, 513 guérisons et 9 décès

Sept cent quatre-vingt-douze (792) nouveaux cas confirmés de Coronavirus, 513 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, hier, le ministère de la Santé.



L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION //DIMANCHE 6 FÉVRIER 2022 // N°236//PRIX 20 DA

CONSEIL DE LA NATION:

Début des élections pour le renouvellement de la moitié

Les élections pour le renouvellement de la moitié des membres élus du Conseil de la Nation ont débuté hier, conformément aux dispositions de la Constitution et au décret présidentiel portant convocation du collège électoral signé le 22 décembre dernier par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Le collège électoral s'élevant à 27.151 électeurs, entre membres des Assemblées populaires communales (APC) et de wilaya (APW) élus le 27 novembre dernier, devra choisir parmi les 475 candidats engagés dans ces élections représentant 22 partis politiques ainsi que les listes indépendantes, à travers 58 wilayas.

La loi organique dispose que "tout membre d'une Assemblée populaire communale ou de wilaya, remplissant les conditions légales, peut se porter candidat à l'élection au Conseil de la Nation" et que "le candidat au Conseil de la Nation doit être âgé de trente-cinq (35) ans révolus le jour du scrutin et avoir accompli un mandat complet en qualité d'élu dans une APC ou de wilaya".

Selon la même loi, est considéré comme déclaration de candidature le dépôt, au niveau de la délégation de wilaya de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), par le candidat, d'un formulaire de déclaration, fourni par l'Autorité indépendante en double exemplaire et "dûment rempli et signé par le candidat".

Pour les candidats se présentant sous l'égide d'un parti politique, la déclaration de candidature doit être accompagnée de "l'attestation de parrainage dûment signée par le premier responsable de ce parti". La déclaration de candidature "doit être déposée, au plus tard, vingt (20) jours avant la date du scrutin".

La délégation de wilaya de l'ANIE statue sur la validité des candidatures et "peut rejeter, par décision motivée, toute candidature qui ne remplit pas les conditions prévues par la présente loi organique". La décision de rejet doit être notifiée au candidat dans un délai de deux (2) jours francs, à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature, énonce encore le texte.

Le plus grand nombre de candidats a été enregistré dans les wilayas créées au titre du nouveau découpage territorial, à l'exception de Boumerdes (20 candidats) et de Tindouf (19 candidats).

Dix-neuf (19) candidats sont en lice à Béni Abbès, 15 à Djanet, 12 à El-Menea, 10 à Timimoun et 8 à Touggourt, ce qui dénote "l'intérêt de leurs populations à la représentation politique", avait souligné M. Charfi dans un entretien à l'APS, ajoutant que pour Alger, Tamanrasset, Jijel et Ouargla, 4 candidats sont en lice.

F. A.

FRANCE/ALGÉRIE/MÉMORIEL

La stèle de l'Emir Abdelkader vandalisée peu avant la cérémonie à Amboise

Suivant une recommandation du rapport de l'historien Benjamin Stora, une stèle en hommage à l'émir Abdelkader, héros de la lutte contre la conquête française de l'Algérie, a été inaugurée samedi, à proximité du château d'Amboise. L'œuvre a été vandalisée peu avant la cérémonie.

C'est un nouveau geste symbolique, censé amener la France et l'Algérie sur le chemin de la réconciliation des mémoires. Une stèle rendant hommage à l'émir Abdelkader, figure de la lutte contre la colonisation et père de la nation algérienne, a été inauguré, samedi 5 février, sur les bords de la Loire, à Amboise. Signe que la démarche dérange, l'œuvre, intitulée "Passage Abdelkader" et signée de l'artiste tourangeau Michel Audiard, a été vandalisée avant l'inauguration, qui a tout de même eu lieu. Le maire d'Amboise, Thierry Boutard (DVD), a fait part de son "indignation".

I. M.

COULISSES DU 35EME SOMMET DE L'UNION AFRICAINE

Rencontre Lamamra-Aissata Tall Sall à Addis-Abeba

En marge des travaux du 35eme Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba, le Ministre des Affaires Étrangères et de la Communauté Nationale à l'Etranger, Ramtane Lamamra, s'est entretenu avec son homologue sénégalaise, Aissata Tall Sall, dont le pays assure cette année la présidence de l'Union Africaine.

Les échanges ont porté sur les principales questions politiques inscrites à l'ordre du jour du Sommet. Les deux Ministres ont, à cette occasion, exploré les perspectives de promouvoir le consensus parmi les États membres, dans l'esprit d'unité et de solidarité, ainsi que des principes consacrés par l'Acte constitutif de l'Union Africaine.

L'échange a également porté sur les prochaines échéances dans le développement des relations bilatérales algéro-sénégalaises.

I.M./AE

CHU D'ORAN

VACCINATION DE 4793 PERSONNES DONT 3491 HORS CORPS MÉDICAL

Quelque 4.793 personnes dont 3.491 hors corps médical ont été vaccinées contre la Covid-19 depuis le lancement de la campagne de vaccination en février 2021 au niveau du CHU "Dr. Benzerdjeb" d'Oran, a annoncé le directeur de cet établissement Hadj Boutouaf. A Oran, ce sont les établissements de santé de proximité (les polycliniques) qui sont chargées de prendre en charge la vaccination de la population, alors que les grands hôpitaux, comme le CHU d'Oran, ont été chargés de s'occuper de la vaccination de leurs personnels uniquement. La direction du CHUO a décidé de participer à cette campagne pour se joindre à l'effort national visant à vacciner le maximum de personnes dans le but d'atteindre l'immunité collective, a noté Hadj Boutouaf.

Il a précisé que parmi les vaccinés de son établissement figurent les membres des familles du personnel médical, les personnes hospitalisées et leurs proches, les malades qui viennent consulter et leurs accompagnateurs ainsi que des personnes qui résident ou travaillent aux alentours de l'hôpital. "Tant que les doses de vaccin sont disponibles, nous continuerons à vacciner toute personne qui le souhaite ", a-t-il assuré. S'agissant du personnel médical du CHUO, il a indiqué que le service de médecine de travail a fait état de 1.302 travailleurs sur 7.000 vaccinés dans l'établissement même.

MASCARA:

LES CORPS SANS VIE DE DEUX ENFANTS REPÊCHÉS DANS UN LAC À TIZI

Les éléments de la protection civile de la wilaya de Mascara ont repêché, dans la nuit du vendredi à samedi, les corps sans vie de deux enfants dans un petit lac au village de Senaïssa, commune de Tizi, morts par noyade dans des conditions encore inconnues, a-t-on appris hier, de la direction de la protection civile de la wilaya. Selon le chargé d'information à la protection civile dans la wilaya de Mascara, le lieutenant Tahar Mehenni, les éléments de la protection civile ont été saisis de la disparition de deux enfants âgés de 14 et 15 ans du village de Senaïssa, commune de Tizi, et une équipe d'intervention a été mobilisée, accompagnée d'une équipe de plongée, pour effectuer les recherches.

Les corps des deux victimes ont été retrouvés dans un oued sec dans lequel se trouve un bassin d'eau, et ont été repêchés par l'équipe de plongée de l'unité principale de la protection civile de la ville de Mascara et transférés à la morgue à l'hôpital "Meslem Tayeb" de Mascara.